

**RAPPORT DE SITUATION
de 2001-2002**

sur la

**mise en oeuvre de l'article 41
de la *Loi sur les langues officielles***

Condition féminine Canada

TABLE DES MATIÈRES

Introduction		1
Partie I :	Rapport de situation de 2001-2002	3
	• Section I : Résumé des réalisations de 2001-2002	3
	• Section II : Rapport de situation de 2001-2002	3
	• Section III : Diffusion du rapport de situation	11
Partie II :	Signatures	11
Annexe 1 :	Initiatives entreprises par des femmes minoritaires de langues officielles	
Annexe 2 :	Initiatives nécessitant une participation importante de femmes minoritaires de langues officielles	

Introduction

Aux termes de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*, il incombe aux ministères, organismes et sociétés d'État fédéraux de respecter l'engagement que le gouvernement du Canada a pris de :

- a. favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du Canada et de soutenir leur développement;
- b. promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne.

En tant que ministère responsable de la coordination des moyens d'action employés par le gouvernement fédéral pour promouvoir l'égalité des sexes, Condition féminine Canada (CFC) travaille en partenariat avec d'autres ministères fédéraux, d'autres paliers de gouvernement, des institutions et les collectivités à la détermination et à l'élimination des obstacles à l'accès complet et à la participation active de l'ensemble des Canadiennes à la vie économique, sociale, culturelle et politique du pays. CFC reconnaît donc la diversité des femmes et l'importance du rôle qu'elles jouent dans le développement de leurs collectivités.

CFC s'est engagé à mettre en oeuvre l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*. En 2000, le Ministère a élaboré un plan d'action triennal (2000-2003), qui décrit sa contribution au développement des collectivités minoritaires de langues officielles, particulièrement les groupes de femmes de ces collectivités, et qui répond aux préoccupations soulevées par les femmes minoritaires de langues officielles. Dans le cadre de ce plan pluriannuel, CFC et ses quinze points de service au Canada s'engagent à reconnaître et à promouvoir la dualité linguistique canadienne. CFC appuie les efforts des groupes minoritaires de langues officielles en leur fournissant des services professionnels et une aide financière, des outils de recherche stratégique et du matériel promotionnel dans le but de faciliter leur participation aux efforts déployés en faveur de l'égalité des sexes aux paliers local, régional, national et international.

Afin de s'acquitter de ses engagements aux termes de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*, CFC a fait porter ses efforts sur les quatre mesures principales suivantes :

- fournir de l'aide au développement social aux groupes de femmes minoritaires de langues officielles et financer des activités qui cadrent avec les critères et objectifs du Programme de promotion de la femme;
- promouvoir une plus grande collaboration entre les décideurs et les groupes de femmes minoritaires de langues officielles et faciliter la participation de ces groupes au processus d'élaboration des politiques publiques sur les plans local, régional, national et international;

- encourager la participation des femmes et des groupes de femmes minoritaires de langues officielles aux activités de CFC portant sur la recherche en matière de politiques;
- promouvoir et faciliter la commémoration des dates importantes pour l'égalité des femmes (Mois de l'histoire des femmes, Journée internationale de la femme, Journée en commémoration de l'affaire « personne », etc.) par les femmes et les groupes de femmes minoritaires de langues officielles, et favoriser une plus grande participation de leur part.

Ces efforts s'inscrivent dans le Programme d'action pour l'égalité entre les sexes, une stratégie qui a été approuvée par le gouvernement en juin 2000, et qui fait fond sur le cadre du *Plan fédéral pour l'égalité entre les sexes* et les solides assises du passé ainsi que sur des initiatives en cours dans des domaines clés qui touchent directement la vie des Canadiennes et des Canadiens. L'approche adoptée dans le cadre du Programme d'action fait partie intégrante du plan stratégique de CFC. Les rôles assumés par le Ministère en tant qu'agent de changement au sein du gouvernement du Canada sont les suivants :

- courtier du savoir en matière d'égalité des sexes — à ce titre, CFC facilite les rapports et les échanges d'information entre les partenaires en plus de jouer un rôle de premier plan pour cerner des possibilités d'intervention efficaces et opportunes dans le processus d'élaboration des politiques fédérales;
- portail d'information — CFC sert de passerelle d'information sur l'égalité des sexes au sein du gouvernement fédéral et pour les collectivités du pays. Le Ministère met en rapport les personnes qui ont des besoins et celles qui ont des solutions;
- centre d'expertise — CFC cherche activement à promouvoir les pratiques exemplaires et partage ses connaissances et ses cadres de travail avec des intervenantes, des intervenants et des partenaires, afin de les aider dans leurs efforts pour faire progresser l'égalité dans le cadre de leurs programmes et politiques.

Des détails sur les réalisations de 2001-2002 par rapport à ces mesures principales sont fournis dans le présent document.

CFC entend poursuivre ses efforts pour appuyer les collectivités minoritaires de langues officielles partout au Canada et faciliter l'apport absolument essentiel des femmes et des groupes de femmes des minorités de langues officielles.

Partie I. Rapport de situation de 2001-2002

Section I. Résumé des réalisations de 2001-2002

Ministre responsable : L'honorable Sheila Copps, C.P., députée

Secrétaire d'État responsable : L'honorable Jean Augustine, C.P., députée

C'est avec plaisir que Condition féminine Canada (CFC) rend compte de ses réalisations pour l'exercice 2001-2002 en ce qui concerne la mise en oeuvre de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*.

Principales réalisations

En 2001-2002, CFC :

- a octroyé 1 237 079 \$ pour appuyer dix-sept initiatives visant tout particulièrement à favoriser le renforcement des capacités des groupes de femmes minoritaires de langues officielles, à faire participer ces femmes aux changements institutionnels et politiques, et à renseigner le public sur les questions qui les préoccupent;
- a conclu un partenariat avec deux groupes francophones, Relais-femmes et le Réseau national d'action éducation femmes, dans le cadre d'une initiative nationale visant à sensibiliser la collectivité des femmes en général et à lui faire mieux comprendre le rôle et la valeur de l'analyse comparative entre les sexes au moyen d'un dialogue électronique interactif. Les discussions en ligne permettront d'élaborer des fiches d'information dans les deux langues officielles;
- a encouragé les femmes et les groupes de femmes minoritaires de langues officielles à participer davantage aux activités organisées par CFC pour souligner des dates importantes pour l'égalité des femmes. Entre autre, une des lauréates du Prix du Gouverneur général en commémoration de l'affaire « personne » fait partie d'une collectivité minoritaire de langue officielle.

Section II. Rapport de situation de 2001-2002

Direction du Programme de promotion de la femme et des Opérations régionales

Les activités de la Direction du Programme de promotion de la femme et des Opérations régionales ont appuyé les quatre mesures principales de CFC.

En 2001-2002, la Direction du Programme de promotion de la femme et des Opérations régionales a octroyé 1 237 079 \$ pour appuyer dix-sept initiatives répondant tout particulièrement aux préoccupations de femmes et de groupes de femmes minoritaires de

langues officielles au Canada. Ces initiatives portaient sur des enjeux liés à la violence faite aux femmes et aux filles, à la pauvreté, à l'accès aux technologies de l'information et des communications, à l'éducation, au développement économique, etc. On trouvera à l'annexe 1 des renseignements sur les initiatives financées.

En plus des fonds accordés pour appuyer des initiatives répondant tout particulièrement aux préoccupations de femmes et de groupes de femmes minoritaires de langues officielles, CFC a financé des initiatives visant à répondre aux préoccupations des collectivités plus diversifiées de femmes, tout en encourageant une participation importante de femmes minoritaires de langues officielles. On trouvera à l'annexe 2 une description de ces initiatives.

Conformément à la pratique courante, toutes les demandes de financement sont examinées cas par cas, en fonction des objectifs, critères, domaines cibles et ressources du Programme de promotion de la femme, une attention particulière étant accordée aux initiatives qui répondent aux préoccupations de femmes confrontées à de multiples obstacles, dont les femmes minoritaires de langues officielles.

D'autres activités ont été entreprises par CFC partout au Canada pour appuyer la mise en oeuvre de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles* en 2001-2002. Par exemple :

- Sur le plan national, le 8 mars 2002, la secrétaire d'État (Situation de la femme) a prononcé le discours d'ouverture à l'occasion du lancement de la campagne nationale de sensibilisation de la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises (FNFCF) intitulée *Place aux femmes*, laquelle a pour but d'encourager les jeunes femmes minoritaires de langues officielles à devenir des chefs de file. Les responsables de CFC à l'échelon national ont encouragé la participation de femmes minoritaires francophones aux diverses initiatives financées par le Programme de promotion de la femme. Par exemple, le Centre pour les droits à l'égalité au logement a consulté d'importants groupes de femmes et autres organisations oeuvrant en faveur de l'égalité, dont la FNFCF, qui s'intéressent aux questions de logement, de pauvreté, de violence et à d'autres enjeux connexes. En outre, l'Assemblée E-galité, organisée par Womenspace, a réuni des groupes de femmes, dont la FNFCF et le Réseau national d'action éducation femmes, afin d'élaborer des stratégies visant à intégrer les technologies de l'information et des communications (TIC) au travail en faveur de l'égalité des femmes et à évaluer les incidences sur chacun des sexes des initiatives fédérales en matière de TIC. Le rapport final recommandait fortement que des documents en français soient offerts en ligne. L'absence de contenu en français constitue un obstacle pour les francophones, lesquels ont besoin d'aide pour faire en sorte qu'on puisse créer un tel contenu et le trouver dans Internet. Les fonctionnaires de CFC ont aussi informé les groupes de femmes francophones minoritaires des ressources élaborées pour commémorer des dates importantes pour l'égalité des femmes, de diverses initiatives fédérales et des possibilités de participer et de collaborer davantage à d'autres initiatives financées par le Programme de promotion de la femme.
- La directrice régionale de la C.-B. et du Yukon de CFC a été, avec l'Agence des douanes et du revenu du Canada, la championne des langues officielles du Conseil des hauts fonctionnaires fédéraux de la région du Pacifique et a fait partie du comité des langues officielles de ce conseil, lequel cherche à coordonner les efforts interministériels déployés

pour respecter toutes les obligations de la *Loi sur les langues officielles*. Afin de souligner la Journée internationale de la Francophonie, le comité a organisé, avec le concours de la Fédération des francophones de la C.-B., une réception communautaire. La directrice a aussi défendu les dossiers prioritaires des femmes francophones de la région à l'occasion de réunions interministérielles et intergouvernementales, dont les réunions des équipes rurales de la C.-B., du Conseil des hauts fonctionnaires fédéraux de la région du Pacifique (et de ses comités des politiques et des langues officielles), ainsi que dans le cadre de l'Accord de Vancouver et de l'Initiative pour les sans-abri. En outre, elle a continué d'offrir des services professionnels de CFC au Réseau-Femmes Colombie-Britannique et à EssentiELLES (Yukon) pour appuyer leurs communications et leurs activités courantes, et a poursuivi l'examen systématique de chacune des propositions soumises au Programme de promotion de la femme en fonction des possibilités de participation de femmes francophones et de leur incidence sur la collectivité minoritaire francophone.

- La région des Prairies et des Territoires du Nord-Ouest a déployé des efforts soutenus pour que les femmes francophones participent à toutes les consultations, aux envois, aux réunions de nature générale et aux autres occasions de partage d'information. Elle a encouragé la participation de femmes francophones à d'autres initiatives financées par le Programme de promotion de la femme, notamment à des recherches, des sondages et des questionnaires, et à des groupes de discussion, afin que leurs points de vue soient reflétés dans les résultats des activités financées. Elle a aussi encouragé la participation de groupes de femmes minoritaires de langues officielles à l'établissement de réseaux et de coalitions de groupes de femmes dans la région. De plus, elle a fait la promotion du travail de CFC en participant à des foires sur les ressources, par exemple, lors de la conférence de l'Association canadienne-française de l'Alberta dont le thème était « Agir pour demain ». Elle a encouragé la participation de femmes minoritaires francophones au processus d'élaboration des politiques gouvernementales. Elle a également fait parvenir de l'information à des groupes de femmes francophones et à d'autres collectivités minoritaires de langues officielles, par l'entremise des réseaux communautaires informels, et les a invités à discuter de la façon dont le Programme de promotion de la femme pourrait les aider à examiner les enjeux qui les touchent. Elle a envoyé par la poste du matériel produit par CFC pour commémorer des événements clés comme la Journée internationale de la femme et le Mois de l'histoire des femmes. Elle a élaboré un présentoir bilingue offrant de l'information de base sur CFC dans la région, ainsi que de courts textes sur quatre initiatives entreprises en Alberta. Enfin, elle a participé au forum des femmes francophones à l'occasion de la Journée internationale de la femme.
- Le personnel de la région de l'Ontario de CFC a collaboré avec d'autres ministères et paliers de gouvernement pour partager de l'information et planifier des interventions afin de répondre aux besoins exprimés par les femmes francophones. Il l'a fait autant de façon ponctuelle que par l'intermédiaire de comités de bailleurs de fonds et du réseau des gestionnaires. Il en est résulté un niveau plus élevé de participation et de financement des groupes de femmes francophones en Ontario, particulièrement grâce à du cofinancement. Le personnel a aussi, dans la mesure du possible, offert une aide au développement social aux groupes de femmes francophones, en favorisant notamment la collaboration et la participation avec d'autres groupes, et en facilitant la mise en commun de ressources. En outre, le personnel de la région de l'Ontario a distribué au public, de façon régulière, des

documents bilingues, tels que des rapports de recherche en matière de politiques, des documents d'analyse comparative entre les sexes (ACS), des lignes directrices sur le financement du Programme de promotion de la femme, des bons de commande de publications de CFC et de l'information sur diverses activités (Mois de l'histoire des femmes, Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes, Journée internationale de la femme, etc.). Les principaux contacts établis au cours de l'exercice, sauf ceux pour le financement, l'ont été avec le Regroupement des jeunes filles francophones de Toronto, la Fédération des femmes canadiennes-françaises de l'Ontario, le Mouvement ontarien des femmes immigrantes francophones, la Coalition francophone pour l'alphabétisation et la formation de base en Ontario, et le Collectif des femmes du nord-est de l'Ontario. Le personnel a continuellement déployé des efforts pour faire participer les femmes francophones aux coalitions, aux réunions provinciales ou régionales et aux envois postaux. Il l'a fait en établissant des réseaux avec le personnel provincial, en répondant aux demandes de renseignements et en faisant office de source d'information sur les groupes francophones provinciaux et locaux. Il en est résulté une augmentation de la participation et de la visibilité des femmes francophones au sein des diverses coalitions provinciales.

- Le personnel de CFC de la région du Québec et du Nunavut a eu des rencontres formelles et informelles avec les groupes, tables, comités interministériels et intraministériels, milieux universitaires, milieu communautaire, intervenantes et intervenants du milieu et entrepreneurs privés, et assuré la présentation et la promotion de CFC, la diffusion d'information et de références ainsi que la distribution de documentation, dans les deux langues officielles. Des rencontres mixtes (groupes anglophones et francophones) et bilingues ont eu lieu avec une cinquantaine de groupes de la région de Montréal. On a utilisé une présentation de CFC et de son Programme de promotion de la femme pour favoriser le partage de connaissances et l'échange entre ces deux communautés. Le personnel a aussi répondu aux demandes et invitations de promotion de CFC, de diffusion d'information, de distribution de documentation, de sollicitation pour partenariats en matière de recherche, de consultation ou de participation à des groupes-cibles représentatifs, ainsi qu'à des sondages, des demandes de renseignements, ou des demandes adressées à la Ministre et passées par CFC à l'échelon national, dans les deux langues officielles. Le personnel saisit toutes les occasions de mettre en rapport des groupes anglophones et francophones, tant au sujet des références que des partenariats, tant au à propos de l'administration du programme qu'à celui de la prestation de services professionnels, par des discussions avec les représentantes et représentants de groupes, notamment par des listes de discussions telles que Netfemmes. Au Nunavut, le personnel de CFC poursuit des contacts déjà amorcés par la directrice régionale et une rencontre a eu lieu à Iqaluit du 6 au 10 mars 2002, dans le but d'établir un réseau d'intervenantes et d'intervenants par l'entremise de représentantes et de représentants de différents autres ministères fédéraux de la région et de certains grands organismes tels que Patrimoine canadien, Développement des ressources humaines Canada, le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, le ministère de la Justice et le ministère de la Culture, de la Langue, des Aînés et de la Jeunesse, le Conseil du statut de la femme, le Conseil de développement social et l'Association des francophones du Nunavut.
- Le personnel de la région de l'Atlantique de CFC continue d'aider les collectivités de femmes francophones de la région à se préparer pour le Congrès mondial acadien qui aura

lieu en Nouvelle-Écosse en 2004. Le personnel travaille constamment à créer davantage de possibilités d'échanges de connaissances et d'expertise au sein de la communauté féminine francophone. Il a tout particulièrement travaillé à renforcer les liens interprovinciaux entre les regroupements féminins francophones et à s'assurer de la collaboration des organismes féminins francophones pancanadiens à l'élaboration des dossiers qui intéressent particulièrement les femmes acadiennes de la région. Son travail de développement social ainsi que son appui technique au renforcement de la collectivité permettront aux femmes minoritaires de langues officielles de participer pleinement au Congrès. Les agentes de CFC surveillent de façon constante la représentation des femmes francophones au sein des regroupements féminins et continuent d'assurer leur inclusion dans les secteurs de préoccupations communs ainsi que leur participation à l'élaboration des stratégies politiques. Le personnel de la région de l'Atlantique siège toujours à divers comités interministériels qui offrent un appui concerté aux collectivités francophones, notamment les conseils fédéraux, le comité interministériel de Patrimoine canadien ainsi que le Partenariat rural canadien. Ce type d'intervention vise à soutenir le développement des collectivités par l'adoption de nouvelles approches et pratiques pour répondre aux préoccupations relatives des clientèles visées. Le personnel facilite continuellement des rencontres de concertation des femmes francophones en leur fournissant un lieu de rencontre gratuit ainsi que les ressources nécessaires pour entreprendre la traduction de documents relatifs à la discussion. Il aide de façon constante le milieu francophone à acquérir les capacités et le savoir-faire nécessaires pour appliquer l'analyse comparative entre les sexes à son travail ainsi qu'aux discussions avec le gouvernement et d'autres partenaires. Il souhaite appuyer, valider et reconnaître l'expertise et l'engagement des diverses communautés féminines francophones.

Dans toutes les régions, ainsi qu'à l'échelon national, la planification annuelle entreprise par la Direction du Programme de promotion de la femme et des Opérations régionales par rapport à l'article 41 continue d'être intégrée dans le processus régional et national de planification et d'évaluation de la prestation du programme.

Direction de l'analyse et de l'élaboration des politiques et des relations extérieures

La Direction de l'analyse et de l'élaboration des politiques et des relations extérieures a surtout fait porter ses efforts sur la mesure principale suivante :

- promouvoir une plus grande collaboration entre les décideurs et les groupes de femmes minoritaires de langues officielles et faciliter la participation de ces groupes au processus d'élaboration des politiques publiques sur les plans local, régional, national et international.

En 2001-2002, CFC a publié, dans les deux langues officielles, trois documents d'orientation sur le commerce. La traduction de ces rapports a fait l'objet d'un rigoureux contrôle de la qualité. La Direction de l'analyse et de l'élaboration des politiques et des relations extérieures s'est aussi assurée que les partenaires, y compris les femmes et les groupes de femmes minoritaires de langue officielle, avaient accès aux rapports.

En 2001, CFC, au nom des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, a coprésidé, avec le gouvernement du Québec, la réunion annuelle des ministres responsables de la condition féminine, qui a eu lieu à Québec. Le Canada, tout en s'assurant que les documents

étaient bilingues et que les réunions se déroulaient dans les deux langues officielles, a travaillé activement avec les fonctionnaires du Québec et des autres provinces et territoires pour s'assurer de la participation active de tous les partenaires avant la réunion annuelle et durant celle-ci.

La Francophonie est un forum de dialogue politique et d'échange entre les pays qui ont le français en commun, tout en ayant divers héritages socioculturels. Le Canada, qui est l'un des 55 états membres de La Francophonie, a joué un rôle de premier plan depuis la création de l'organisation en 1986 en favorisant l'intégration des enjeux propres aux femmes aux activités de celle-ci. En février 2000, le Canada a participé à la première Conférence des femmes de La Francophonie, « Femmes, pouvoir et développement », qui a eu lieu au Luxembourg. Les chefs de délégation des 55 états membres ont adopté à l'unanimité la *Déclaration de Luxembourg*, laquelle réitère les engagements qui ont été pris à Beijing, lors de la quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, et qui ont été maintenus en tant que principaux objectifs de La Francophonie. CFC participe activement au suivi de la *Déclaration de Luxembourg* en faisant partie d'un groupe international de spécialistes, lequel a élaboré un document traitant des concepts et de la terminologie des droits et des enjeux liés à l'égalité des sexes, un engagement de la *Déclaration*. Ce document devrait être publié par l'Agence internationale de la Francophonie en 2002.

Direction de l'analyse comparative entre les sexes

La Direction de l'analyse comparative entre les sexes (ACS) a surtout fait porter ses efforts sur la mesure principale suivante :

- promouvoir une plus grande collaboration entre les décisionnaires et les groupes de femmes minoritaires de langues officielles et faciliter la participation de ces groupes au processus d'élaboration des politiques publiques sur les plans local, régional, national et international.

En septembre 2001, la Direction de l'ACS a publié une trousse d'information bilingue sur l'ACS, laquelle comprend quatre fiches d'information. Cinq fiches d'information s'ajouteront à cette trousse en 2002-2003.

Un document explicatif bilingue intitulé *L'intégration des considérations liées à l'égalité des sexes au Canada — The Canadian Experience in Gender Mainstreaming* a été mis à jour et sera publié en 2002-2003.

En décembre 2001, les sections ressources et liens du sous-site Internet bilingue de l'ACS (<http://www.swc-cfc.gc.ca/gba-acs/>) ont été réorganisées et augmentées. Les deux sections comprennent de l'information supplémentaire à l'intention de la clientèle : on y trouve maintenant environ 200 ressources et 75 hyperliens internationaux, nationaux ou régionaux.

En 2001, la Direction de l'ACS a conclu un partenariat avec deux groupes francophones, Relais-femmes et le Réseau national d'action éducation femmes, au sujet d'une initiative nationale visant à sensibiliser la collectivité des femmes en général et à lui faire mieux comprendre le rôle et la valeur de l'ACS au moyen d'un dialogue électronique interactif. Il y a eu des discussions en ligne, lesquelles ont mené à la production de fiches d'information qui

seront offertes dans les deux langues officielles. Une première phase de ce travail, entreprise en 2000 avec le Congrès canadien pour la promotion des études chez la femme (CCPEF), comprend un processus de diffusion exploratoire auprès de la collectivité des femmes afin de déterminer les principaux enjeux et préoccupations par rapport à l'ACS.

Direction de la recherche

Les efforts de la Direction de la recherche ont essentiellement porté sur la mesure principale suivante :

- encourager la participation des femmes et des groupes de femmes minoritaires de langues officielles aux activités de CFC portant sur la recherche en matière de politiques.

En 2001-2002, la Direction de la recherche a continué de financer des projets de recherche qui reflètent la diversité de la population canadienne. Ceux-ci comprennent des projets poursuivis par des groupes et des personnes de minorités linguistiques, des partenariats de recherche entre des groupes minoritaires et majoritaires de langues officielles à l'intérieur des provinces et entre celles-ci, ainsi que des rapports au sujet de femmes de minorités linguistiques. Parmi les groupes minoritaires de langues officielles financés, mentionnons La Table féministe francophone de concertation provinciale de l'Ontario ainsi qu'une coopérative féministe de recherche franco-ontarienne. Un rapport de recherche comparative intitulé *La situation des jeunes femmes sans abri au Canada / Young Women and Homelessness in Canada* a été présenté par des chercheuses anglophones de Montréal, Ottawa et Vancouver. Certains rapports publiés au cours de l'année traitent d'enjeux intéressants tout particulièrement des femmes minoritaires de langues officielles, notamment celui qui décrit l'incidence du parrainage sur les droits à l'égalité des immigrantes francophones en Ontario.

Treize publications de recherche ont été publiées dans les deux langues officielles par le Fonds de recherche en matière de politiques (FRP). La traduction de ces rapports fait l'objet d'un rigoureux contrôle de la qualité. La Direction de la recherche a continué de veiller à ce que tous les partenaires du Ministère, y compris les femmes et les groupes de femmes minoritaires de langues officielles, aient accès à l'ensemble des rapports de recherche financés par le FRP. Ces rapports de recherche sont distribués aux ministres et aux fonctionnaires concernés des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, aux bureaux régionaux de CFC, aux groupes de femmes ainsi qu'à d'autres personnes cibles. CFC les offre gratuitement au public et ils se trouvent aussi sur le site Web du Ministère (<http://www.swc-cfc.gc.ca/>), dans les deux langues officielles, ce qui les rend encore plus accessibles pour les femmes et groupes de femmes des minorités de langues officielles.

Les critères d'admissibilité qui régissent les propositions soumises au FRP comprennent la nécessité d'examiner la diversité des femmes, y compris la diversité linguistique.

Par l'entremise du site Web de CFC, toute personne peut ajouter son nom à la base de données de chercheuses et de chercheurs maintenue par la Direction de la recherche, et ce, dans les deux langues officielles. Cette base de données, qui comprend des groupes et des personnes minoritaires de langues officielles, est utilisée pour la diffusion des rapports du FRP ainsi que pour les appels de propositions et de candidatures. Afin de refléter, au fil du temps, la diversité

des femmes, des représentantes de groupes minoritaires de langues officielles ont fait partie du Comité externe du FRP.

Direction des communications et des consultations

Les efforts de la Direction des communications et des consultations ont essentiellement porté sur la mesure principale suivante :

- promouvoir et faciliter la commémoration des dates importantes pour l'égalité des femmes (Mois de l'histoire des femmes, Journée internationale de la femme, Journée en commémoration de l'affaire « personne », etc.) par les femmes et les groupes de femmes minoritaires de langues officielles, et encourager une plus grande participation de leur part.

Divers produits de communication bilingues créés pour des activités spéciales comme la Journée internationale de la femme, le Mois de l'histoire des femmes, la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes et le Prix du Gouverneur général en commémoration de l'affaire « personne » ont été envoyés aux personnes et aux organisations qui figurent sur les listes d'envoi de CFC, y compris à des femmes de communautés minoritaires de langues officielles et à des groupes de femmes minoritaires de langues officielles.

CFC a aussi relancé son bulletin bilingue *Perspectives*, qui est envoyé à plus de 5,000 personnes ou groupes au Canada. L'information contenue dans le bulletin est fournie dans les deux langues officielles et souligne les contributions des Canadiennes et des Canadiens à l'égalité des femmes, en mettant l'accent sur l'apport des Canadiennes et des Canadiens d'expression tant française qu'anglaise.

Direction des services de l'exécutif et de l'information

La Direction des services de l'exécutif et de l'information a consacré ses efforts aux quatre mesures principales que CFC s'engage à mettre en oeuvre.

La Direction des services de l'exécutif et de l'information a assuré la traduction de tous les documents publics de CFC ainsi que la prestation de services de correspondance et d'information et la distribution des publications de CFC à un vaste auditoire de groupes de femmes, d'organisations diverses et de particuliers, en plus d'offrir au public des services de bibliothèque sur rendez-vous, dans les deux langues officielles. Elle s'occupe aussi du site Web de CFC, qui est accessible dans les deux langues officielles. L'ajout, de façon régulière, de nouveaux documents et de nouvelles publications de CFC se poursuit. Le site Web comprend des hyperliens avec les sites de groupes de femmes appartenant aux minorités de langues officielles et d'autres groupes de femmes au Canada et les sites du Parlement et d'autres ministères fédéraux.

Section III. Diffusion du rapport de situation

Le présent rapport de situation sera distribué à tout le personnel de CFC, aux principales organisations sur les plans national, régional et local, à la Commissaire aux langues officielles et au Comité mixte permanent des langues officielles. Il sera aussi possible de le consulter en téléchargeant le fichier à partir du site Web de CFC.

Partie II. Signatures

Valerie Lavergne Date
Coordonnatrice nationale
des langues officielles – article 41
Condition féminine Canada
Téléphone : (613) 947-0932

Florence Ievers Date
Coordonnatrice
Condition féminine Canada

Initiatives entreprises par des femmes minoritaires de langues officielles

HEADQUARTERS / NATIONAL

FÉDÉRATION NATIONALE DES FEMMES CANADIENNES-FRANÇAISES

Femmes... Recherches/Actions/Politiques (F.R.A.P.)

192 750 \$

Cette initiative veut répondre aux besoins spécifiques et défendre les droits des femmes francophones vivant en milieu minoritaire. Elle est composée de trois stratégies :

A) Analyse-Recherche-Communication-Action - la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises analysera les politiques du gouvernement fédéral concernant les dossiers prioritaires (pauvreté et économie, violence, santé) des femmes francophones vivant en milieu minoritaire. Elle va se pencher sur deux dossiers touchant la violence faite aux femmes : i) la reconnaissance des femmes victimes de violence comme étant potentiellement des femmes sans-abri; et ii) le dossier des curriculums de formation des intervenantes et des intervenants de première ligne - les membres du corps policier et les médecins - afin de les sensibiliser aux réalités sociales, économiques et juridiques des femmes francophones victimes de violence vivant en milieu minoritaire. En lien avec ces deux dossiers, la FNFCF mettra sur pied une banque de données informatique regroupant tous les services pour les femmes francophones victimes de violence.

B) Recherche - action profil socio-économique des femmes francophones vivant en milieu minoritaire - Huit groupes focus seront organisés dans l'Atlantique. Un questionnaire sera élaboré et distribué à diverses activités et utilisé au cours d'entrevues téléphoniques.

C) Forums de lobbying régional - un forum sera organisé dans les trois régions afin de présenter les dossiers travaillés par la Fédération et d'établir des stratégies de lobbying. Elle profitera des occasions comme les assemblées générales annuelles et les forums régionaux pour remettre des fiches d'évaluation aux participantes. Un rapport d'évaluation sera rédigé à la suite des forums par la coordonnatrice de ces activités. À la suite de la cueillette de données pour le profil socio-économique, une évaluation du processus sera faite.

[Women . . . Research/Action/Policies]

The purpose of this initiative is to respond to the specific needs and to defend the rights of francophone women living in minority communities. The initiative has three strategies:

A) Analysis-Research-Communication-Action – The Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises (FNFCF) will analyze federal government policies with respect to priority issues (poverty and the economy, violence, health) for francophone women in minority communities. It will focus on two issues related to violence against women: (1) recognition of female victims of violence as being potentially homeless women; and (2) educational programs for front-line workers—members of police forces and physicians—to raise awareness of the social, economic and legal realities of francophone women who are victims of violence and who live in minority communities. With respect to these two issues, the FNFCF will create an electronic data bank bringing together all of the services for francophone women who are victims of violence.

B) Research-action socio-economic profile of francophone women living in minority communities – eight discussion groups will be organized in Atlantic Canada. A questionnaire will be developed and distributed at various events and used during telephone interviews.

C) Regional lobbying forums – a forum will be organized in three regions to present the issues worked on by the Fédération and to develop lobbying strategies. The Fédération will use occasions such as annual general meetings and regional forums to distribute evaluation forms to female participants. An evaluation report will be drafted following the forums by the coordinator of these activities. Once the data for the socio-economic profile has been collected, an evaluation of the process will be done.

NOUVEAU DÉPART NATIONAL INC.

Accroître l'efficacité des mesures prises par Nouveau Départ

L'initiative, visant à donner à Nouveau Départ (ND) des outils et des conditions pour améliorer la situation économique et sociale des femmes francophones du Canada, est composée de quatre stratégies :

1) Réseau de communication : identifier les besoins de formation des coordonnatrices à l'utilisation de la technologie informatique et assurer l'accès à une formation pertinente; faire une étude de besoins et de faisabilité d'un réseau d'apprentissage à distance.

2) Rencontre annuelle des coordonnatrices : évaluer la rentabilité de la formation à la planification stratégique; donner des ateliers sur le processus d'évaluation complet et sur l'analyse différenciée selon les sexes.

3) Développer le réseautage à l'ouest du Canada : créer un réseau des représentantes ND de l'ouest; tenir une rencontre régionale des représentantes afin de planifier les stratégies des prochaines années.

4) Suites au colloque « Femmes au mitan de la vie, femmes en mouvement » : créer un comité pour cibler et mettre en action les recommandations d'intervention sur les structures politiques et sociales. Une évaluation sera réalisée par les membres du conseil d'administration, la directrice générale, les coordonnatrices, les bénéficiaires des services, et les partenaires. Il y aura un rapport et une évaluation écrite pour chacune des stratégies.

83 580 \$

[Increasing the effectiveness of the measures taken by Nouveau Départ]

The initiative to give Nouveau Départ (ND) the tools and conditions to improve the economic and social status of francophone women in Canada consists of four strategies:

- 1) Communication network: identify the training needs of coordinators in the use of information technology and ensure access to the relevant training; conduct a needs and feasibility study of a distance learning network.
- 2) Annual meeting of coordinators: evaluate the feasibility of training in strategic planning; give workshops on the complete evaluation process and on gender-based analysis.
- 3) Develop networking in Western Canada: create a network of ND representatives in the West; hold a regional meeting of representatives to plan strategies for the coming years.
- 4) Following the seminar, "Femmes au mitan de la vie, femmes en mouvement" [Women in Mid-Life, Women in Movement], form a committee to target and implement the recommendations on action targeting political and social structures. The members of the Board, general manager, coordinators, service recipients and partners will evaluate the initiative. There will be an evaluation and written report on each of the strategies.

RÉSEAU NATIONAL D'ACTION ÉDUCATION FEMMES

Trois initiatives : Analyse comparative selon le sexe (Phase 2 - Recherche) ; Outil d'intervention en choix de carrière (Phase 2 - Impression et diffusion) ; Colloque sur l'équité en éducation

196 000 \$

1. Analyse comparative selon le sexe - Phase 2 - vise l'étude interprovinciale de la situation des étudiantes francophones, vivant en contexte minoritaire, à l'étape de la formation post-secondaire et ce, selon la méthodologie de l'analyse comparative entre les sexes. Le RNAÉF veillera à préparer et à diffuser un rapport de recherche. Le Comité encadreur aura la responsabilité d'évaluer l'initiative à partir du nombre d'étudiantes et d'étudiants rejoints, de l'intérêt suscité auprès du public, des recommandations émises et des représentations politiques réalisées.
2. Outil d'intervention en choix de carrière - Phase 2 - a pour objet la sensibilisation des filles et de la communauté de l'éducation aux carrières non traditionnelles et ce, au moyen de l'impression et de la diffusion d'une trousse d'information. Une fiche d'évaluation sera distribuée aux enseignantes et aux enseignants, conseillères et conseillers des centres d'emploi et autres intervenants auprès des jeunes afin de recueillir la rétroinformation portant sur la présentation de la trousse, le nombre rejoint, l'appréciation des ministères de l'éducation et l'intérêt pour la tenue d'une campagne de promotion sur ce thème.
3. Colloque sur l'équité en éducation - veillera à l'organisation d'un colloque sur l'iniquité en éducation, en ce qui concerne les femmes francophones en contexte minoritaire, et ses répercussions sur le marché du travail à travers des possibilités d'emploi et de revenu tout aussi inéquitables. L'initiative sera évaluée par le Comité organisateur à partir d'un questionnaire remis aux participantes et aux participants. Les critères comprendront le respect de la diversité des femmes, l'impact du colloque ainsi que l'aspect organisationnel de l'événement.

[Three initiatives: gender-based analysis (Phase 2 – Research); career selection tool (Phase 2 – Printing and distribution); equity in education seminar]

1. Gender-based analysis – Phase 2 - involves an interprovincial study of the status of francophone students at the post-secondary level living in minority situations, using gender-based analysis methodology. The RNAÉF will prepare and distribute a research report. The steering committee will be responsible for evaluating the initiative based on the number of students involved, the interest generated among the public, the recommendations issued and the policy submissions made.
2. Career selection tool – Phase 2 - is aimed at making women and the education community aware of non-traditional jobs through the printing and distribution of an information kit. An evaluation form will be distributed to teachers, employment centre counsellors and other persons working with youth in order to gather feedback on the kit's presentation, the number of persons reached, the response of the departments of education and the interest in organizing a promotion campaign on this theme.
3. The equity in education seminar initiative - will organize a seminar on inequity in education with respect to francophone women in minority situations. The seminar will also examine the impact of this inequity on the labour market, in terms of inequitable employment and income opportunities. The organizers will evaluate the initiative using a questionnaire distributed to participants. The criteria will include respect for the diversity of women, the impact of the seminar and the organizational aspect of the event.

NEW BRUNSWICK / NOUVEAU-BRUNSWICK

FÉDÉRATION DES DAMES D'ACADIE INCORPORÉE

"Mieux se connaître pour mieux avancer"

75 000 \$

La Fédération des dames d'Acadie entreprend une recherche action qui leur permettra de connaître les besoins socio-économiques des femmes francophones en milieu minoritaire de la région. Des groupes focus régionaux et des forums provinciaux représentatifs de la population féminine seront mis en place afin de mobiliser, outiller et consulter la communauté francophone et les intervenants concernés. L'analyse comparative entre les sexes et le développement économique communautaire seront utilisés comme base de travail. Des documents seront produits et diffusés à large échelle dans toutes les communautés. Un processus d'évaluation participatif assurera la rétroaction des membres, participantes et expertes des régions.

[A better understanding for better results]

The Fédération des dames d'Acadie is undertaking action research to identify the socio-economic needs of francophone women in the region's minority communities. Regional discussion groups and provincial forums representative of the female population will be held to mobilize, equip and consult the francophone community and interested stakeholders. Gender-based analysis and community economic development will be used as the basis of the work. Documents will be developed and distributed widely in all communities. A participatory evaluation process will ensure feedback from members, women participants and experts in the regions.

RÉSEAU DES FEMMES FRANCOPHONES DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Accès aux études postsecondaires pour les jeunes femmes monoparentales

40 000 \$

Cette initiative offrira une analyse critique des besoins financiers des mères monoparentales qui veulent accéder aux études postsecondaires et incitera les différents ministères provinciaux à travailler ensemble afin d'alléger le fardeau financier des jeunes femmes par les programmes de prêts et bourses et leur remboursement. Les programmes existants seront identifiés, l'argumentaire formulé et un guide d'information concis sera élaboré afin de permettre au comité de travail de répondre efficacement aux besoins des jeunes mères monoparentales qui veulent obtenir un accès aux études sans les barrières actuelles. Ces démarches sont les résultats directs d'une recherche-action entreprise au préalable dans la région rurale francophone du nord-est du Nouveau-Brunswick. Le groupe propose de partager l'information par différents médias, se lier à d'autres partenaires déjà ciblés et compte évaluer ses démarches de façon participative tout en s'assurant le concours et la participation de partenaires experts.

[Access to post-secondary studies for young single mothers]

This initiative will provide a critical analysis of the financial needs of single mothers interested in acquiring a post-secondary education, and will encourage various provincial departments to work together to reduce the financial burden on young women through loan and grant programs and their repayment. Existing programs will be identified, their purpose identified and a concise information guide prepared to allow the working committee to respond effectively to the needs of young single mothers who wish to access education without the existing barriers. This initiative is the direct result of action research undertaken initially in the rural Francophone area of northeastern New Brunswick. The group plans to communicate the information through various media, to link with other partners that have already been identified, and to evaluate its activities in a participatory manner while maintaining the support and participation of expert partners.

NOUVELLE-ÉCOSSE / NOVA SCOTIA

ASSOCIATION DES ACADIENNES DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

Sommet des Femmes 2004

100 100 \$

Bâtir une solidarité entre les femmes des régions néo-écossaises et des provinces atlantiques pour qu'elles puissent définir le dossier qu'elles vont adresser au Sommet des femmes lors du prochain Congrès mondial acadien en 2004; et élaborer un plan d'action stratégique afin d'assurer que le congrès serve de plate-forme pour les revendications et les pistes d'actions qui vont améliorer la situation des femmes en milieux minoritaires francophones. Des rencontres de sensibilisation seront organisées avec les femmes acadiennes dans des régions de la Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve et Labrador, Nouveau-Brunswick et l'Ile-du-Prince-Édouard. Un colloque atlantique sera aussi organisé. Le processus permettra aux femmes francophones de l'Atlantique de participer pleinement à la planification et au processus décisionnel du Sommet.

[Womens' Summit 2004]

The goal is to build solidarity among women in neo-Scottish regions and in the Atlantic provinces to enable them to define the issues they want to address at the Sommet des femmes during the next Congrès mondial acadien in 2004. The Association also intends to develop a strategic action plan to ensure that the congress serves as a platform for lobbying and action to improve the situation of francophone women in minority communities. Information meetings will be organized with Acadian women in regions of Nova Scotia, Newfoundland and Labrador, New Brunswick and Prince Edward Island. An Atlantic seminar will also be organized. The process will enable francophone women in the Atlantic provinces to participate fully in the planning and decision-making processes for the summit.

PRINCE EDWARD ISLAND / ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

ASSOCIATION DES FEMMES ACADIENNES ET FRANCOPHONES DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Des pas vers l'avant

Cette initiative vise à accroître l'efficacité des mesures entreprises par divers partenaires francophones de l'Île-du-Prince-Édouard pour améliorer la situation économique des femmes insulaires francophones. L'Association va entreprendre une recherche action, analyser les obstacles socio-économiques qui empêchent les femmes d'atteindre le plein potentiel économique dans leur région et effectuer une analyse documentaire des secteurs d'emploi et des possibilités à envisager pour une meilleure prise en charge du développement économique des femmes acadiennes et francophones de l'Île-du-Prince-Édouard. Par suite de ces démarches, l'Association sera en mesure de développer un plan d'action triennal qui servira de base pour mener à terme le dossier économique des femmes insulaires francophones. De plus l'Association désire solidifier ses liens provinciaux et interprovinciaux avec les intervenants clés. Le Comité a préparé des indicateurs leur permettant de concrétiser une évaluation participative.

22 163 \$

[Moving forward]

The purpose of this initiative is to increase the effectiveness of measures undertaken by various francophone partners on Prince Edward Island to enhance the economic situation of the island's francophone women. The Association will: undertake action research; analyze socio-economic barriers that prevent women from achieving their full economic potential in their region; and carry out a literature search of employment sectors and opportunities for better control of the economic development of Prince Edward Island's Acadian and francophone women. Following these activities, the Association will be in a position to develop a three-year action plan that will serve as the basis for completion of the economic file on the Island's francophone women. In addition, the Association is interested in strengthening its provincial and interprovincial contacts with key stakeholders. The Committee has prepared indicators enabling it to put in place participatory evaluation.

BRITISH COLUMBIA / COLOMBIE-BRITANNIQUE

LA BOUSSOLE

Recherche-action en vue d'améliorer la situation des femmes francophones vivant dans la pauvreté en milieu minoritaire

22 950 \$

Cette initiative consiste à entreprendre une recherche-action auprès des femmes francophones vivant dans la pauvreté à Vancouver. À partir des résultats de la recherche, un profil des femmes francophones défavorisées et pauvres sera établi et une stratégie pour mieux répondre à leurs besoins sera développée. Un nouveau réseau au sein des communautés francophones et anglophones à Vancouver sera créé pour que les initiatives (incluant l'Accord de Vancouver) prennent compte des réalités des femmes francophones vivant dans un milieu minoritaire. L'évaluation de cette stratégie sera mesurée par l'augmentation du nombre de femmes qui pourront se prévaloir des services qui refléteront leurs réalités et leurs besoins.

[Action research to improve the situation of Francophone women living in poverty in minority communities]

This initiative involves action research among Francophone women living in poverty in Vancouver. Based on the results of the research, a profile of disadvantaged and poor Francophone women will be prepared, and a strategy will be developed to better respond to their needs. A new network in Francophone and Anglophone communities in Vancouver will be created so that initiatives (such as the Vancouver Accord) take into account the realities of Francophone women living in a minority community. The strategy will be evaluated by measuring the increase in the number of women able to access services that reflect their realities and their needs.

RÉSEAU-FEMMES COLOMBIE-BRITANNIQUE

Stratégies féministes d'entrepreneuriat pour les femmes francophones de la Colombie-Britannique

44 375 \$

Par cette initiative, Réseau-femmes Colombie-Britannique (RFCB) vise à élaborer des stratégies féministes d'entrepreneuriat pour les femmes francophones vivant en Colombie-Britannique. En tenant compte de l'analyse comparative entre les sexes et le « Gender Lens Analysis », une recherche sera effectuée afin d'aider les femmes francophones à atteindre leurs objectifs et accroître leur participation à des activités d'entrepreneuriat. RFCB apportera des recommandations aux organismes distributeurs de services et programmes en entrepreneuriat en Colombie-Britannique afin de mieux répondre aux besoins des femmes francophones entrepreneures. L'évaluation de cette initiative sera mesurée par le fait que les organismes francophones économiques auront compris qu'il est nécessaire de reconnaître et d'avoir une meilleure compréhension des réalités, des priorités et des valeurs des femmes entrepreneures francophones.

[Feminist entrepreneur strategies for French-speaking British Columbia women]

By means of this project, Réseau-femmes Colombie-Britannique (RFCB) aims to develop feminist entrepreneur strategies for French-speaking British Columbia women. Using gender-based analysis and the Gender Lens Analysis, the group will carry out a research project to help French-speaking women achieve their objectives and increase their participation in entrepreneurship activities. RFCB will make recommendations to British Columbia organizations that deliver entrepreneurship programs and services so that they can better meet the needs of French-speaking women entrepreneurs. The project will be evaluated by measuring the extent to which French-language economic organizations acknowledge the need to recognize and better understand the circumstances, priorities and values of French-speaking women entrepreneurs.

YUKON

LES ESSENTIELLES

Intégrer l'analyse comparative entre les sexes dans tous les secteurs francophones au Yukon

25 025 \$

La présente initiative vise à ce que la communauté francophone du Yukon reconnaisse la condition féminine en intégrant d'une manière explicite l'analyse comparative entre les sexes dans l'élaboration des programmations, des projets et des initiatives. Les EssentiElles effectueront une stratégie pour s'assurer que la condition féminine devient un aspect intégral du plan de développement global quinquennal de la communauté. Des questions clés portant sur les opinions et les besoins des femmes seront incorporées dans le sondage des Etats généraux et les femmes travailleront pour que les plans d'action élaborés comptent des stratégies explicites en faveur de leur égalité au sein des secteurs et des organismes de la communauté francophone du Yukon. L'évaluation de cette initiative sera mesurée par le nombre d'organismes de la communauté francophone qui comprendront et utiliseront l'analyse comparative entre les sexes d'une manière explicite, et prendront en considération les besoins, les préoccupations et les défis des femmes dans l'élaboration et la livraison de leurs programmes et leurs services.

[Integration of Gender-Based Analysis in All French-speaking Sectors in the Yukon]

This project seeks to ensure that the Yukon's French-speaking community recognizes the status of women by explicitly including gender-based analysis in programs, projects and initiatives. The group will implement a strategy to ensure that the status of women becomes an integral part of the community's comprehensive five-year development plan. Key issues regarding women's views and needs will be included in the Estates General survey, and women will work to ensure that the action plans developed include explicit strategies fostering equality for women in sectors and organizations of the Yukon's French-speaking community. This project will be evaluated by the number of organizations in the French-speaking community that explicitly understand and apply gender-based analysis, and take into consideration women's needs, concerns and challenges in developing and delivering their programs and services.

ALBERTA

ALLIANCE JEUNESSE FAMILLE DE L'ALBERTA SOCIETY

African Francophone Women, Developing Their Own Solutions

\$24,586

Through interviews with African Francophone women, the Alliance Jeunesse Famille de l'Alberta Society (AJFAS) will determine the issues and barriers that this group of women living in Edmonton face. A report on the findings will be distributed to African Francophone women, members of the AJFAS as well as other agencies and departments that serve these women. African Francophone women will be involved individually and collectively in developing indigenous solutions to the problems presented, which will ultimately lead to an improved quality of life for them in Canadian society. The knowledge gained from this initiative will also bring new awareness and capacity to AJFAS and other agencies.

Outcomes for this initiative will include an increase in awareness for French-speaking African women, an increase in awareness of the society that works with them and some realistic strategies that will assist in addressing the barriers these women face. In order to evaluate the effectiveness of this initiative, those who are involved in the interviews will be asked to evaluate the process; questionnaires will also be provided to members of the society. The results will be analyzed to determine the impact of this initiative in increasing awareness of the issues of African Francophone women in Edmonton.

[Des femmes francophones d'origine africaine trouvent leurs propres solutions]

Au moyen d'entrevues avec des femmes francophones d'origine africaine, l'Alliance Jeunesse Famille de l'Alberta Society (AJFAS) déterminera les enjeux et les obstacles auxquels sont confrontées ces femmes, qui vivent à Edmonton. L'AJFAS distribuera un rapport sur les conclusions aux femmes francophones d'origine africaine, aux membres de l'AJFAS, ainsi qu'aux organismes et ministères gouvernementaux qui offrent des services à ces femmes. Des femmes francophones d'origine africaine participeront, à titre individuel et collectif, à l'élaboration de solutions qui leur sont propres aux problèmes exposés. Il en résultera une amélioration de la qualité de leur vie au sein de la société canadienne. Les connaissances acquises amélioreront aussi la sensibilisation aux problèmes et la capacité de l'AJFAS ainsi que d'autres organismes.

Ce projet permettra aux Africaines de langue française d'être davantage sensibilisées aux problèmes, tout comme les membres de la société qui travaillent avec elles, et d'élaborer des stratégies réalistes pour éliminer les obstacles auxquels ces femmes sont confrontées.

Afin d'évaluer l'efficacité de cette initiative, les personnes qui participeront aux entrevues seront invitées à évaluer le processus et des questionnaires seront aussi remis à des membres de la société. Les résultats seront analysés pour déterminer dans quelle mesure cette initiative a amélioré la sensibilisation aux problèmes des femmes francophones d'origine africaine à Edmonton.

ONTARIO

ACTION ONTARIENNE CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

« Pour changer les choses... »

81 600 \$

L'initiative provinciale présentée par Action ontarienne contre la violence faite aux femmes a pour but de mettre en œuvre des stratégies d'action dans le cadre des différents enjeux juridiques en matière de violence contre les femmes en Ontario dont la réforme de la loi sur le divorce, la violence des femmes, les femmes incarcérées, la perquisition des dossiers et la défense de provocation, les travailleuses du sexe, la loi 179 sur la protection des victimes, l'indemnisation des victimes d'actes criminels, etc. Cette initiative outillera les femmes pour qu'elles soient en mesure d'intervenir lors de changements aux programmes et politiques afin que leurs préoccupations soient prises en considération ainsi qu'à mobiliser la communauté pour faire valoir les droits à l'égalité des femmes. Les trois volets de cette initiative sont : l'accès à l'analyse des enjeux, l'accessibilité aux services en matière de violence contre les femmes et la production d'un mémoire sur la garde légale. Un processus d'évaluation continue assurera la rétroaction des régions et l'ajustement des stratégies. La diffusion de l'information par le site Web permettra un accès plus large et le partage des stratégies efficaces avec les nombreux partenaires.

[Changing things...]

The purpose of the project, submitted by this Ontario agency for action to counteract violence against women, is to implement action strategies on a range of provincial legal issues regarding violence against women in Ontario, including reform of the *Divorce Act*, violence by women, women in prison, record searches and the defence of provocation, women sex trade workers, Bill 179 on the protection of victims, and compensation for victims of crime. This project will equip women so that they can intervene in policy and program changes to ensure that their concerns are taken into consideration, and mobilize the community to ensure that women's rights are fully recognized. The project has three components: access to analysis of the issues, access to services regarding violence against women, and preparation of a brief on legal custody. An ongoing evaluation process will provide regional feedback and allow the strategies to be fine-tuned. Using the Internet to disseminate information will ensure broader access and effective sharing of the strategies with the project's many partners.

CENTRE D'INTÉGRATION, DE FORMATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (CIFODE)

Femmes francophones de minorités visibles relativement aux affaires

40 000 \$

Cette initiative vise à favoriser l'autonomie financière des femmes francophones de minorités visibles en leur donnant l'occasion d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies de changement à divers niveaux pour ce qui a trait au domaine des affaires dans la région d'Ottawa. Cette initiative permettra aux femmes francophones de minorités visibles d'identifier les obstacles qu'elles rencontrent, de formuler leurs préoccupations, de les analyser dans le contexte économique et social actuel afin d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies visant le changement nécessaire à différents niveaux. Pour ce faire cinq groupes de discussion, un mini forum de validation et un forum communautaire de plus grande envergure sont prévus pour encourager la participation des femmes francophones des minorités à l'élaboration des programmes et politiques les touchant et pour sensibiliser les différents joueurs clés à la situation des femmes francophones des minorités dans le domaine des affaires. Le forum final rassemblera les femmes, les différents intervenants du monde des affaires et des décisionnaires concernés. Un processus d'évaluation continue sera mis en place et assurera une rétroaction ainsi qu'un ajustement rapide aux besoins exprimés par les femmes.

[Francophone women of visible minorities and business]

The goal of this initiative is to foster the financial autonomy of francophone women of visible minorities by giving them an opportunity to develop and implement change strategies at various levels relating to the business sector in the Ottawa region. This initiative will enable francophone women of visible minorities to identify the barriers they encounter, define their concerns and analyze them in the current economic and social context in order to develop and implement strategies to effect the change required at various levels. To this end, five discussion groups, a "mini" validation forum and a larger community forum will be organized to encourage the involvement visible minority francophone women in developing programs and policies affecting them and to raise awareness of the various key players to the situation of Francophone women of visible minorities in the business sector. The final forum will bring together women, key players in the business community and appropriate decision-makers. An ongoing evaluation process will be implemented and will ensure feedback and rapid adjustment to the needs expressed by the women.

CENTRE DES FEMMES FRANCOPHONES DU NORD-OUEST DE L'ONTARIO

Stratégies d'action 2003

56 450 \$

This is a fifteen-month district-wide development/mobilization initiative by and for francophone women in Northwestern Ontario focusing on the issues of economic development, violence and health. The key components are: a research, development and distribution of fact sheets on the priority issues as well as the planning, organization, implementation and follow-up of a district conference in Thunder Bay, November 2002. The forum will focus on the analysis of issues within the current economic and social context of single industry, resource-based communities and the development of more effective district strategies to address the economic, violence and health issues emerging from that environment. There will also be a series of six follow-up community workshops in Manitouwadge, Marathon, Longlac, Geraldton, Dryden and Thunder Bay for francophone women to address their local concerns. An evaluation is built into every component of the initiative. All of these proposed activities will result in increased participation of northern, isolated francophone women in effectively addressing issues that affect the quality of their daily lives.

[Stratégies d'action 2003]

Cette initiative de développement et de mobilisation de district d'une durée de quinze mois, dirigée par et pour des femmes francophones du nord-ouest de l'Ontario, porte principalement sur le développement économique, la violence et la santé. Ses principaux éléments sont : une étude, la rédaction et la distribution de feuilles d'information sur des enjeux prioritaires ainsi que la planification, l'organisation, la tenue et le suivi d'une conférence de district, à Thunder Bay, en novembre 2002. Il y sera question de l'analyse des enjeux dans le contexte économique et social actuel des collectivités tributaires des ressources et d'une industrie unique, et de l'élaboration de stratégies plus efficaces au niveau des districts pour aborder les difficultés économiques, la violence et les problèmes de santé associés à un tel contexte. Il y aura également une série de six ateliers communautaires de suivi à Manitouwadge, Marathon, Longlac, Geraldton, Dryden et Thunder Bay, où les femmes francophones pourront discuter de préoccupations d'ordre local. Chaque élément de l'initiative prévoit une évaluation. Toutes les activités proposées se traduiront par une participation accrue des femmes francophones des régions nordiques et isolées à une prise en main efficace des dossiers qui influent sur leur qualité de vie.

LE REGROUPEMENT DES FEMMES IMMIGRANTES FRANCOPHONES

Femmes immigrantes francophones : partenaire en éducation

20 000 \$

Le Regroupement des femmes immigrantes francophones (RFIF) propose une initiative visant à outiller les femmes de minorités raciales et ethnoculturelles pour favoriser leur participation au processus décisionnel du système scolaire en Ontario. Le but est une prise de conscience des enjeux relatifs à l'éducation francophone des minorités raciales en Ontario et une implication active des femmes dans le système d'éducation tant par leur présence aux structures de décisions : comités d'écoles, comités de parents, conseils scolaires que par le renforcement de leurs capacités en matière de revendication auprès de ces instances. Les activités incluront des ateliers sur l'action éducative de l'école pour faire connaître les occasions de participation des parents dans le système scolaire ontarien; des groupes de discussion dans divers quartiers afin d'encourager, d'outiller et de favoriser la participation des mères francophones de minorités visibles dans les conseils d'école; le développement d'outils et de guides pour supporter celles qui se présenteront au sein des instances décisionnelles; l'organisation d'une journée de rencontre entre les femmes francophones et les conseils scolaires francophones de Toronto. Une évaluation continue aura lieu tout au long du projet. Un plan d'évaluation et des indicateurs ont été soumis.

[Francophone immigrant women: partners in education]

The Regroupement des femmes immigrantes francophones (RFIF) is proposing an initiative to provide women from racial and ethnocultural minorities with the tools to foster their participation in the decision-making processes of the Ontario school system. The objective is to raise awareness of the issues related to French-language education of racial minorities in Ontario and to actively involve women in the education system, both by their presence in the decision-making structures (school councils, parent committees, school boards) and by a strengthening of their ability to make demands on these bodies. Activities will include workshops on school-level activities to raise awareness of the opportunities for participation by parents in the Ontario school system; discussion groups in various areas to encourage, equip and foster the participation of francophone mothers of visible minorities in school councils; the development of tools and guides to support those women who will become involved in the decision-making bodies; the organization of a one-day meeting between francophone women and the French-language school boards of Toronto. Evaluation will be ongoing throughout the project. An evaluation plan and indicators have been submitted.

L'UNION CULTURELLE DES FRANCO-ONTARIENNES

Les femmes francophones de l'Ontario et les politiques gouvernementales

99 500 \$

Cette initiative de l'Union culturelle des Franco-Ontariennes fera état de la situation économique des femmes franco-ontariennes retraitées ou préretraitées et des problématiques liées aux politiques les touchant. De plus, elle permettra de développer des solutions spécifiques, de mobiliser la communauté et d'outiller des femmes dans toutes les régions de l'Ontario afin d'intervenir et de participer aux processus décisionnels dans leurs communautés et au processus d'élaboration des politiques gouvernementales. Neuf groupes de discussion en régions et un forum rassemblant des femmes de tout l'Ontario seront organisés. Grâce à de nombreux partenariats, cette initiative rejoindra, en plus des 2000 membres de l'Union culturelle des Franco-Ontariennes, des femmes francophones de régions rurales et isolées aussi bien qu'urbaines. Différents documents seront produits et diffusés à grande échelle dans les communautés et sur la Toile. Un processus d'évaluation continue assurera la rétroaction des régions et l'ajustement des stratégies.

[Francophone women of Ontario and government policies]

This project, sponsored by the Union culturelle des Franco-Ontariennes, will take stock of the economic situation of French-speaking Ontario women of retirement and pre-retirement age, and the issues raised by policies that affect them. It will also develop specific solutions, mobilize the community and equip women in all regions of Ontario to intervene and participate in the decision-making process in their communities, as well as in the process of developing government policies. Nine regional discussion groups and a forum bringing together women from all Ontario regions will be organized. In addition to the 2,000 members of the Union culturelle des Franco-Ontariennes, numerous partnerships will enable this project to reach French-speaking women in rural and outlying regions as well as urban centres. Various documents will be produced and widely distributed in the communities and on the French-language Web site La Toile du Québec. An ongoing evaluation process will provide feedback from the regions and make it possible to focus the strategies.

TABLE FÉMINISTE FRANCOPHONE DE CONCERTATION PROVINCIALE DE L'ONTARIO (TFFCPO)

« À la bonne place au bon moment : pour des décisions à l'avantage des femmes »

113 000 \$

La TFFCPO propose une initiative qui favorisera la participation active des femmes au développement de leur communauté respective et qui permettra d'accroître l'efficacité de leurs interventions tout en sensibilisant les différentes instances (gouvernements, hauts fonctionnaires, médias) aux inégalités, difficultés et défis auxquels font face les Franco-Ontariennes. Les activités sont regroupées sous les thèmes suivants : consultation et concertation des femmes, soutien aux femmes qui veulent s'engager au sein des diverses institutions de leur communauté et dans les prochaines élections municipales, soutien aux femmes qui désirent faire connaître leurs préoccupations aux différents niveaux de gouvernement. Cette initiative comprendra des activités de production et de diffusion d'informations pertinentes, de consultation et concertation des Franco-Ontariennes, de représentation de leurs besoins et préoccupations. De nombreuses rencontres fourniront aux femmes les outils leur permettant d'augmenter leur visibilité auprès des décideurs et de développer des stratégies efficaces de participation des femmes francophones à la prise de décision. Un processus d'évaluation est intégré au plan d'action de l'initiative et permettra aussi de documenter les difficultés et les défis spécifiques.

[In the right place at the right time: Making decisions in favour of women]

The purposes of the project submitted by this Ontario French-language feminist discussion and cooperation group are to promote active participation by women in developing their respective communities; to enhance the effectiveness of their actions; and to make various authorities, including governments, senior officials and the media, aware of the inequalities, difficulties and challenges facing French-speaking women in Ontario. Project activities are grouped under three headings: consultation and cooperation with women, support for women wishing to become involved in various institutions in their communities and in the upcoming municipal elections, and support for women wishing to express their concerns to the various levels of government. This project will include the production and distribution of appropriate information, consultation and cooperation with Franco-Ontarian women, and representation of their needs and concerns. Numerous meetings will give women the tools they need to raise their profile with decision-makers and develop effective strategies to ensure that French-speaking women are part of the decision-making process. An evaluation process included in the project's action plan will make it possible to document specific difficulties and challenges.

TOTAL :

\$1,237,079

Initiatives nécessitant une participation importante de femmes minoritaires de langues officielles

HEADQUARTERS / NATIONAL**CANADIAN ASSOCIATION OF ELIZABETH FRY SOCIETIES (CAEFS) /
ASSOCIATION CANADIENNE DES SOCIÉTÉS ELIZABETH FRY (ACSEF)*****Critical Resistance: From Victimization to Criminalization*****\$60,000**

This initiative is a national mobilization strategy that will improve the situation of women/girls who have been victims of violence or are involved in the juvenile justice system. A national conference in October 2001, entitled *Women's Resistance: From Victimization to Criminalization*, will address urgent and emerging issues, such as: prostitution and global trafficking in women and children; the impacts of the legacy of residential abuse on Aboriginal communities; the impacts of economic restructuring on women; challenges/successes in 30 years of legal, ethical and public policy reform; the experiences of marginalized women in the criminal justice system; the impact of government policies and legislation; health implications of violence against women; and the impact of criminalization on women's health. This initiative brings together a broad inter-sectoral representation of women, with participants from local, regional and national organizations, anti-violence workers, front-line workers, transition houses, sexual assault centres, women's centres, organizations engaged in legal equality work, advocacy and research, counsellors, academics, government policy makers and politicians. A formal "Agenda for Action" will be developed and disseminated widely, providing an ongoing tool for Canadian women to pressure federal, provincial and territorial politicians for policy improvements. Follow-up activities will build on the momentum that the conference generates. The development and changes in programs, policy and services will be monitored throughout the initiative. A comprehensive evaluation will determine whether the conference achieved its stated goals and objectives. A final written report will document the implementation and evaluation of the initiative.

[Résistance cruciale : de la victimisation à la criminalisation]

Il s'agit d'une stratégie de mobilisation nationale, qui contribuera à améliorer la situation de femmes et de filles victimes de violence ou aux prises avec le système judiciaire pour les jeunes. Une conférence nationale, qui aura lieu en octobre 2001 et qui aura comme thème « La résistance des femmes : de la victimisation à la criminalisation », se penchera sur des enjeux urgents et les nouveaux enjeux comme la prostitution et le trafic des femmes et des enfants à l'échelle mondiale, les conséquences pour les collectivités autochtones des mauvais traitements infligés dans les écoles résidentielles, les répercussions de la restructuration économique sur les femmes, les défis et succès des 30 années de réformes des politiques juridiques, éthiques et publiques, les expériences des femmes marginalisées dans le système de justice pénale, l'incidence des politiques gouvernementales et des lois, les répercussions de la violence faite aux femmes sur la santé et l'incidence de la criminalisation sur la santé des femmes. L'initiative réunira une vaste représentation intersectorielle de femmes, des participantes et des participants provenant de groupes locaux, régionaux et nationaux, des travailleuses et des travailleurs qui luttent contre la violence, des travailleuses et des travailleurs de première ligne, des maisons de transition, des centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle, des centres pour femmes, des groupes qui revendiquent l'égalité juridique, qui défendent une cause et qui font de la recherche, des conseillères et des conseillers, des universitaires, des décisionnaires ainsi que des femmes et des hommes politiques. Un programme d'action officiel sera mis au point et diffusé à grande échelle, servant ainsi d'outil pour permettre aux Canadiennes d'exercer des pressions sur les politiciennes et les politiciens fédéraux, provinciaux et territoriaux en vue d'améliorer les politiques. Des activités de suivi profiteront de l'impulsion de la conférence. La mise au point de programmes, de politiques et de services, ainsi que les changements qui y seront apportés, seront surveillés tout le temps que durera l'initiative. Une évaluation exhaustive déterminera si la conférence a atteint les buts et objectifs énoncés. Un rapport final documentera la mise en oeuvre et l'évaluation de l'initiative.

**CANADIAN RESEARCH INSTITUTE FOR THE ADVANCEMENT OF WOMEN
(CRIAOW) / INSTITUT CANADIEN DE RECHERCHES SUR LES FEMMES (ICREF)**

Building On Our Success: Feminist Research and Action to Achieve Social Justice, Improve Women's Economic Status and Eliminate Systemic Violence Against Women

\$284,303

In its 25th anniversary year, the Canadian Research Institute for the Advancement of Women (CRIAOW)/Institut canadien de recherche sur les femmes (ICREF) will:

- (a) analyze the successes of the women's movement toward creating positive social change, specifically in reducing violence, furthering women's economic independence and achieving social justice, in order to identify best practices, lessons learned and strategies for future directions;
- (b) examine the impact of the women's movement on other forces for social change, such as the environmental, peace, labour and international development sectors;
- (c) reach out and engage a broader community of women and of civil society (such as social justice groups, front-line workers, union leaders and progressive faith communities), toward working more cross-sectorally. This initiative is based on three strategies – research, communications and networking, and outreach – intrinsically linked with tools, information, integrated feminist analysis and dissemination.

The research strategy will produce:

- an analysis of the Canadian women's movement over the past 25 years;
- a fact sheet to advance policy-making, advocacy and research;
- a presentation of feminist analysis (health, poverty and two other issues yet to be identified) at four national fora, and in sessions with community women's groups at each site; and
- support for community-based, cutting-edge research.

The communications strategy will produce and disseminate the following:

- four issues of *Feminist Voices/Voix féministes*, a series of scholarly, independent, feminist research papers;
- three newsletters;
- one fact sheet;
- a publications brochure;
- a research/action tool;
- an improved and expanded Web site; and
- an updated resource centre.

The networking and outreach strategy will fulfil the following goals:

- to mark CRIAOW's 25th anniversary through a first step in engaging other social justice actors toward a strategy to work in a more cross-sectoral manner;
- to develop an updated, online databank; and
- to workshop the research/action tool to researchers and community groups in four locations. CRIAOW will continue its involvement with the World March of Women in the Year 2000 by ensuring that its work links with the national objectives of the March, and by contributing to follow-up activities of the March. Using qualitative and quantitative data obtained from staff, partner groups, clients and peer reviewers, the nationally representative Board of Directors will evaluate the initiative on an ongoing basis.

[Miser sur nos succès : recherche et action féministes afin de réaliser la justice sociale, d'améliorer la situation économique des femmes et d'éliminer la violence systémique à leur endroit]

À l'occasion de son 25^e anniversaire, l'Institut canadien de recherches sur les femmes (ICREF) :

- a) analysera les réussites du mouvement féminin afin d'amener des changements sociaux positifs, en particulier afin de réduire la violence, de faire avancer l'autonomie économique des femmes et de réaliser la justice sociale, dans le but de recenser les pratiques exemplaires, les leçons apprises et les stratégies d'actions futures;
- b) examinera l'incidence du mouvement féminin sur d'autres forces de changement social comme les secteurs de l'environnement, de la paix, du travail et du développement international;

c) tendra la main et invitera une collectivité plus vaste de femmes et la société civile (comme des groupes oeuvrant en faveur de la justice sociale, des travailleuses et des travailleurs de première ligne, des leaders syndicaux et des groupes confessionnels progressifs) à travailler sur une base intersectorielle plus grande. Cette initiative repose sur trois stratégies — recherche, communication et réseautage et sensibilisation — intrinsèquement liées aux outils, à l'information et à l'analyse et à la diffusion féministes intégrées.

La stratégie de recherche produira :

- une analyse du mouvement féminin canadien au cours des 25 dernières années;
- une fiche de renseignements afin de faire progresser l'élaboration des politiques, la défense des droits et la recherche;
- une présentation d'analyse féministe (santé, pauvreté et deux autres questions à déterminer) dans le cadre de quatre forums nationaux et à l'occasion de sessions avec des groupes communautaires de femmes à chacun des sites;
- de l'aide pour des recherches communautaires de pointe.

La stratégie de communication permettra de produire ou de diffuser :

- quatre numéros de Feminist Voices/Voix féministes, série de documents de recherches scientifiques indépendants et féministes;
- trois bulletins d'information;
- une fiche de renseignements;
- une brochure sur les publications;
- un outil de recherche ou d'intervention;
- un site Web amélioré et plus complet;
- un centre de ressources à jour.

La stratégie de réseautage et de sensibilisation permettra l'atteinte des objectifs suivants :

- commémorer le 25^e anniversaire de l'ICREF en faisant un premier pas afin d'inciter d'autres intervenantes et intervenants du domaine de la justice sociale à oeuvrer sur une base intersectorielle plus grande;
- mettre au point une base de données à jour et interactive;
- organiser des ateliers pour présenter l'outil de recherche ou d'intervention à des chercheuses, chercheurs et groupes communautaires à 4 endroits.

L'ICREF maintiendra son engagement vis-à-vis la Marche mondiale des femmes en l'an 2000 en s'assurant que ses travaux sont liés aux objectifs nationaux de la Marche et en participant aux activités de suivi de celle-ci. Grâce à des données qualitatives et quantitatives obtenues du personnel, de groupes partenaires, de clientes et de clients et de pairs, le conseil d'administration, formé de représentantes de toutes les régions du pays, évaluera l'initiative sur une base continue.

**CANADIAN RESEARCH INSTITUTE FOR THE ADVANCEMENT OF WOMEN
(CRIAOW) / INSTITUT CANADIEN DE RECHERCHES SUR LES FEMMES (ICREF)**

Supplement - Building On Our Success: Feminist Research and Action to Achieve Social Justice, Improve Women's Economic Status, and Eliminate Systemic Violence Against Women

\$6,340

Supplement - This supplement will enable CRIAOW to update and systematize their communications/outreach database to ensure better tracking and dissemination of information, as well as targeting of audiences and sectors. This effort enhances the communications, networking and outreach components of the current initiative.

[Supplément – Miser sur nos succès : recherche et action féministes afin de réaliser la justice sociale, d'améliorer la situation économique des femmes et d'éliminer la violence systémique à leur endroit]

Le supplément permettra à l'Institut de mettre à jour et de systématiser ses communications ou sa base de données sur l'action sociale pour assurer un meilleur suivi de l'information et une meilleure diffusion de celle-ci, de même que pour mieux cibler les publics et les secteurs. Cet effort vise à étendre les communications, le réseautage et le rayonnement de l'initiative en cours.

**CENTRE FOR EQUALITY RIGHTS IN ACCOMMODATION (CERA) / CENTRE POUR
LES DROITS À L'ÉGALITÉ AU LOGEMENT**

Supplement: Women and Housing in Canada: Barriers to Equality

\$31,108

This initiative will use a human rights framework to investigate systemic barriers to Canadian women's substantive equality in the housing sector. It includes three components: 1) Research - a) assess and analyze which of these systemic barriers may be contrary to human rights law and the Charter of Rights and Freedoms; b) highlight the particular experiences and needs of Aboriginal, francophone and newcomer women within each issue covered; c) inform policy and legal work on the protection of women's economic and social rights in Canada, particularly their right to housing; d) address the current lack of gendered analyses and understanding of housing and homelessness issues; e) lay the necessary ground work for future action; and f) be documented in a draft paper. 2) Consultation - with 20 key women's groups and other equality-seeking organizations working on housing, poverty and related issues, and with appropriate federal government officials. Participants will discuss the draft research paper, develop concrete recommendations to address the identified barriers and concerns, and discuss the establishment of a formal national network of organizations to work collaboratively to ensure that women's concerns re: housing issues are included on political and legal agendas. CERA will concretize the recommendations and develop a plan of action, to be incorporated into its final research paper. 3) Evaluation - to be conducted 3 months after dissemination of the final research paper, through structured telephone interviews with Consultation participants, including federal government participants. Focus will be on: a) the content of the research paper; b) the process of the research initiative; c) organizational commitment to the issues and recommendations of the research initiative; and d) organizations' participation in the newly created network.

Supplement - Due to the complexity of the issues raised in the research report, CERA was unable to complete all the activities of the initiative. Three types of activities are proposed. Completion Activities: a) Report Dissemination - by post, e-mail and on CERA's web site; and b) Evaluation Plan - by telephone interviews with Consultation participants one month following the release of the research report. Enhancement Activities: a) Establishment of a National Network on Women and Housing in Canada: i) determining the possible beneficiaries and activities of the network, via telephone interviews; and ii) exploration of different models of networks and an assessment of their strengths and weaknesses, via telephone interviews; b) In-person Report Dissemination - where the report findings can be presented at specific events/meetings; and c) Policy Development Work - to begin developing an outline of potential Charter challenges recommended in the research report. New Activities: a) Web Site Development - to ensure the site incorporates women's equality rights more fully, and by specifically developing the section of the web site devoted to its Women's Programme.

[Supplément – Les femmes et le logement au Canada : obstacles à l'égalité]

Le Centre examinera, dans le cadre des droits de la personne, les obstacles qui empêchent les femmes canadiennes d'avoir accès, de manière équitable, au logement.

Le projet comporte trois volets :

- 1) Des RECHERCHES (qui seront consignées dans un document préliminaire) pour :
 - a) Déterminer, au moyen d'une évaluation et d'une analyse, si certains de ces obstacles systémiques contreviennent aux droits de la personne et à la *Charte canadienne des droits et libertés*.
 - b) Mettre en évidence les expériences et les besoins particuliers des femmes autochtones, des femmes francophones et des nouvelles arrivantes au regard de chacun des enjeux examinés.
 - c) Contribuer aux travaux — en donnant de l'information —, en matière de politiques et de lois, qui portent sur la protection des droits économiques et sociaux des femmes au Canada, en particulier leur droit au logement.
 - d) Remédier au manque d'analyse comparative entre les sexes et de compréhension des problèmes de logement et d'itinérance.
 - e) Jeter les bases d'interventions pour l'avenir.

- 2) Des CONSULTATIONS auprès de 20 groupes de femmes et d'autres organisations oeuvrant pour l'égalité qui s'intéressent au logement, à la pauvreté et aux problèmes connexes, ainsi qu'auprès des responsables fédéraux appropriés. Les participantes et les participants discuteront du rapport de recherche préliminaire, formuleront des recommandations concrètes en vue de venir à bout des obstacles et des problèmes relevés et discuteront de la création d'un réseau national d'organisations qui aurait pour mandat de s'assurer que les préoccupations des femmes en matière de logement sont intégrées aux programmes politiques et juridiques. Le Centre inclura ces recommandations dans le plan d'action qui sera incorporé à la version définitive du rapport de recherche.

- 3) Une ÉVALUATION sera faite, trois mois après la diffusion du rapport de recherche final, au moyen d'entrevues téléphoniques structurées avec les personnes ayant pris part aux consultations, y compris les fonctionnaires fédéraux. Les éléments suivants seront évalués :
 - a) Le contenu du rapport de recherche.
 - b) La démarche de recherche.
 - c) L'engagement des groupes par rapport aux enjeux et aux recommandations de l'initiative de recherche.
 - d) La participation des groupes au nouveau réseau, si celui-ci est mis sur pied.

**NATIONAL ASSOCIATION OF WOMEN AND THE LAW (NAWL) / ASSOCIATION
NATIONALE DE LA FEMME ET DU DROIT (ANFD)**

Achieving Equality Through Law Reform 2001-02

\$304,100

The National Association of Women and the Law (NAWL) will promote substantive equality for women in Canada, employing four strategies: consultation; research; law reform advocacy; and legal education. This initiative will inform women about their legal rights, and be a vehicle for involving women and women's groups in advocating for the advancement of women's equality rights. NAWL will:

- (a) examine policy-making in selected areas (e.g., reproductive health, fiscal policy, violence against women, the Social Union framework, the Canadian Human Rights Commission, immigration and Justice Canada policy on the *Divorce Act*);
- (b) assist women to provide input at all levels of decision making;
- (c) engage in the public policy process by analyzing legislation, programs, policies and other actions by any level of government, and gauge their substantive impact on women in Canada;
- (d) use this analysis to promote public understanding toward encouraging action on women's equality issues; and
- (e) enhance the effectiveness of the actions of women's organizations, toward improving the attainment of women's equality, by working co-operatively with other organizations, and by widely distributing educational materials, briefs, publications and newsletters, so that other women and groups may use the materials, or join initiatives that NAWL is co-ordinating.

Issue areas will be addressed through such activities as:

- the preparation of briefs and presentations to federal and provincial legislative committees, commissions and task forces;
- consultation with government officials;
- the provision of legal expertise to assist other women's organizations;
- the promotion of gender equality in the courts and among members of the legal profession;
- various media activities;
- the publication of the NAWL newsletter *Jurisfemme*; and
- NAWL's 14th Biennial Conference on the theme "Women, the Family and the State."

NAWL's National Steering Committee, along with NAWL staff, systematically evaluates initiatives. In evaluating its research and analysis, NAWL relies on feedback from many sources, including feminist academics, women's groups, NAWL members, government officials and individual women whom the research particularly affects. NAWL will present interim and final reports to Status of Women Canada's Women's Program.

[Réaliser l'égalité par la réforme du droit 2001-02]

L'Association nationale de la femme et du droit (ANFD) aura recours à quatre stratégies afin de favoriser l'égalité matérielle des femmes au Canada : la consultation, la recherche, la promotion de la réforme du droit et l'éducation juridique. Cette initiative renseignera les femmes sur leurs droits juridiques et incitera les femmes et les groupes de femmes à promouvoir leurs droits à l'égalité. L'ANFD :

- a) examinera le processus d'élaboration de politiques dans des domaines choisis (p. ex. santé génésique, politique budgétaire, violence faite aux femmes, cadre de l'union sociale, Commission canadienne des droits de la personne, immigration et politique du ministère de la Justice du Canada sur la *Loi sur le divorce*);
- b) aidera les femmes à formuler des observations à tous les niveaux décisionnels;
- c) participera au processus d'élaboration des politiques publiques en analysant les lois, programmes, politiques et autres mesures prises par tous les paliers de gouvernement et en évaluera l'incidence profonde sur les Canadiennes;
- d) utilisera cette analyse de manière à favoriser la compréhension publique des mesures liées aux questions d'égalité des femmes;
- e) améliorera l'efficacité des mesures prises par les groupes de femmes afin de favoriser l'égalité des femmes, en travaillant conjointement avec d'autres groupes et en assurant une vaste diffusion de documents didactiques, de mémoires, de publications et de bulletins d'information afin que d'autres femmes et groupes utilisent les documents de l'ANFD ou se joignent à des initiatives qu'elle coordonne.

De telles activités viseront les secteurs suivants :

- la préparation de mémoires et de présentations aux comités législatifs, commissions et groupes de travail fédéraux et provinciaux;
- la consultation de fonctionnaires gouvernementaux;
- la prestation d'une expertise juridique afin d'aider d'autres groupes de femmes;
- la promotion de l'égalité des sexes devant les tribunaux et parmi les membres de la profession juridique;
- diverses activités dans les médias;
- la publication du bulletin d'information de l'ANFD, *Jurisfemme*;
- la 14^e conférence biennale de l'ANFD qui sera axée sur les femmes, la famille et l'État.

Le comité directeur national de l'ANFD ainsi que le personnel de l'Association évaluent systématiquement les initiatives. Pour évaluer ses recherches et analyses, l'ANFD compte sur la rétroaction de nombreuses autres sources, y compris des universitaires féministes, des groupes de femmes, les membres de l'ANFD des fonctionnaires gouvernementaux et des femmes que la recherche touche tout particulièrement. L'ANFD présentera des rapports provisoire et final au Programme de promotion de la femme de Condition féminine Canada.

NATIONAL ASSOCIATION OF WOMEN AND THE LAW (NAWL) / ASSOCIATION NATIONALE DE LA FEMME ET DU DROIT (ANFD)

Supplement - Achieving Equality Through Law Reform 2001-02

\$34,057

Supplement - Due to a greater than anticipated interest in NAWL's biennial conference of women from grassroots and anti-violence movements, and due to a lack of financial support from many other funding sources, SWC's supplemental funds will enable NAWL to provide subsidies for travel, accommodation and per diem to women whose varied perspectives are critical to the conference outcome.

[Supplément — Réaliser l'égalité par la réforme du droit 2001-02]

Supplément — En raison d'un intérêt plus grand que prévu pour la conférence biennale de l'Association nationale de la femme et du droit (ANFD) de la part d'organisations de la base et de mouvements de lutte contre la violence, et faute d'un soutien financier de nombreuses autres sources de financement, les fonds supplémentaires accordés par CFC permettront de subventionner les frais de déplacement et d'hébergement ainsi que les dépenses journalières des participantes et participants dont les points de vue variés représenteront un apport crucial aux résultats de la conférence.

WOMENSPACE

Supplement - "The E-Quality Project"

\$255,000

The initiative will address three areas: (a) the need to increase the relevance to women, and women's access to, federal government ICT policies and programs which currently do not address the needs of women; (b) barriers to women's groups accessing, using and controlling ICT to pursue women's equality work; (c) to increase the visibility, awareness and coordination of women's equality web-based resources. Strategies to address these are: (a) collaborative information-gathering and strategizing with women's organizations; (b) advocacy with government officials and policy-makers, which the applicant is well-placed to do as it is represented on Industry Canada advisory committees; (c) development of online and offline tools enabling easy access to women's equality resources and enhancing effectiveness of websites developed by women's equality groups; (d) promotion and demonstration of Canadian women's capacity and achievements in ICT through conferences, published papers, information sheets, and production of the bilingual book, "Canadian Women's Voices on the Net". The organization will work with a national advisory committee and maintain regular contacts with a wide variety of women's organizations across the country, including francophone networks and listserves.

Evaluation will be ongoing throughout the initiative, to gather the views of participants on the usefulness of the key activities, as well as any difficulties encountered. Feedback opportunities will be provided via the Web site for evaluation of the content and the activities, including the use of the Web-based resources. Final comprehensive evaluation of all activities, etc. will be carried out by the initiative's Advisory Group.

Supplement - Following on recommendations from the E-Quality Assembly, the group will pursue a series of additional activities to build the capacity of women's groups to use online strategies for public policy development. Activities will include a national consultation with key women's groups, the creation of an advisory mechanism and the development and piloting of online tools.

[Supplément — Le projet E-galité]

L'initiative porte sur trois enjeux : a) la nécessité de rendre les politiques et programmes de TIC du gouvernement fédéral qui ne répondent pas actuellement aux besoins des femmes plus pertinents et plus accessibles pour celles-ci, b) les obstacles auxquels sont confrontés les groupes de femmes qui souhaitent avoir accès aux TIC, les utiliser et les contrôler afin de faire avancer le travail en faveur de l'égalité des femmes et c) la nécessité d'accroître la visibilité, la notoriété et la coordination des ressources sur l'égalité des femmes qui se trouvent sur le Web. Les stratégies suivantes seront utilisées à cette fin : a) de concert avec d'autres groupes de femmes, recueillir de l'information et établir des stratégies, b) se faire connaître des fonctionnaires gouvernementaux et des décisionnaires grâce à la participation de l'Association à des comités consultatifs d'Industrie Canada, c) mettre au point des outils en ligne et hors ligne afin d'assurer un accès facile aux ressources favorisant l'égalité des femmes et améliorer l'efficacité des sites Web de groupes oeuvrant en faveur de l'égalité des femmes et d) promouvoir et démontrer la capacité et les réalisations des Canadiennes en matière de TIC au moyen de conférences, de publications, de fiches d'information et par la production d'un livre bilingue, La voix des Canadiennes sur Internet. Le groupe travaillera avec un comité consultatif national et sera régulièrement en contact avec divers groupes de femmes au pays, y compris des réseaux francophones et des forums électroniques.

L'initiative sera évaluée pendant son déroulement pour recueillir les points de vue des participantes et des participants relativement à l'utilité des principales activités du projet et aux difficultés rencontrées. Le site Web permettra aux participantes et aux participants de réagir en évaluant le contenu et les activités, y compris l'utilisation de ressources accessibles sur le Web. Le comité consultatif national du projet procédera à une évaluation finale globale de toutes les activités et de tous les résultats

Supplément — En se fondant sur les recommandations de l'Assemblée E-galité, l'Association procédera à des activités supplémentaires afin de renforcer les capacités des groupes de femmes d'utiliser des stratégies en ligne dans le cadre de l'élaboration des politiques publiques. Les activités comprendront une consultation nationale avec d'importants groupes de femmes, la création d'un mécanisme consultatif et l'élaboration et l'essai d'outils en ligne.

NEW BRUNSWICK / NOUVEAU-BRUNSWICK

CENTRE DE PRÉVENTION DE LA VIOLENCE FAMILIALE DE KENT / PREVENTION CENTRE AGAINST FAMILY VIOLENCE IN KENT

Stratégie régionale pour contrer la violence faite aux femmes et aux filles, Phase 2

40 000 \$

La Phase 2 permettra au groupe de poursuivre son analyse critique des enjeux en s'appuyant sur les témoignages des victimes et les recommandations des intervenants et intervenantes recueillis dans le rapport de recherche-action (Phase 1). Le groupe s'attend de travailler à l'établissement d'une table multisectorielle, au développement de protocoles d'entente entre les différents services et les intervenants et intervenantes ainsi qu'à l'élaboration d'une trousse d'engagement pour les communautés. L'objectif du groupe est de faire pression auprès des instances gouvernementales pour l'obtention de services adéquats qui tiennent compte de la réalité des femmes autochtones, anglophones et francophones de la région rurale de Kent qui sont victimes de violence. Un plan de communication a été établi et une évaluation participative est en cours avec le concours de l'Université de Moncton et du Centre Muriel McQueen Fergusson.

[Regional strategy to prevent violence against women and girls, Phase 2]

Phase 2 will enable the group to continue its critical analysis of the issues based on victims' accounts and the recommendations of front-line workers included in the action research report (Phase 1). The group expects to work for establishment of a multi-sector table, development of memorandums of understanding between the various services and workers, and development of a kit for community involvement. The group's objective is to pressure government agencies for appropriate services that reflect the reality of Aboriginal, Anglophone and Francophone women victims of violence in the rural area of Kent. A communications plan has been developed and a participatory evaluation is under way with the assistance of the Université de Moncton and the Muriel McQueen Fergusson Centre.

COALITION POUR L'ÉQUITÉ SALARIALE / COALITION FOR PAY EQUITY

Mobilisation pour une législation sur l'équité salariale au Nouveau-Brunswick

122 000 \$

La Coalition va travailler de concert avec les membres, partenaires, alliés et alliées, collaborateurs et collaboratrices, élus et élues et les médias afin de développer un processus de ralliement et formuler des stratégies dans le but de créer une opinion publique favorable pour que l'équité salariale devienne un enjeu important au Nouveau-Brunswick dans les prochaines années. Le groupe va permettre aux femmes du Nouveau-Brunswick de s'engager, de se faire entendre et de participer au processus décisionnel afin d'améliorer leur situation économique dans une société plus juste. La Coalition participe à l'élaboration de bons indicateurs leur permettant d'analyser, de mesurer et d'évaluer le processus, les stratégies, les actions et les résultats à long et à court terme.

[Mobilizing for pay equity legislation in New Brunswick]

The Coalition will work with members, partners, allies, collaborators, elected officials and the media to develop a rallying process and to formulate strategies to create positive public opinion so that pay equity becomes a major issue in New Brunswick over the next few years. The group will enable the women of New Brunswick to become involved, to make themselves heard, and to participate in the decision-making process to improve their economic situation in a fairer society. The Coalition is involved in developing good indicators with which to analyze, measure and evaluate the process, strategies, actions and results in the long and short term.

COLLECTIVE MAKING WAVES / VAGUE PAR VAGUE

The Wave Rolls On ... Beyond Our High Schools ... Beyond Our Provincial Borders

\$80,000

This initiative will encourage a collaborative approach with youth, parents, schools and the New Brunswick Department of Education and Justice to ensure appropriate provincial policies and protocols are being implemented in NB schools (anglophone and francophone) on the issue of dating violence. Through the development of a province-wide strategy, the Collective will promote the concept of abuse/dating violence prevention for teens in NB. The Collective members will actively work toward redeveloping *Vague par vague*, enhancing the partnership of the two linguistic communities and enhancing their province-wide strategic plan. The Collective will examine the feasibility of replicating the concept beyond the provincial borders by establishing linkages with key stakeholders in other provinces. The Making Waves/*Vague par vague* team members and Students Advisory Group will actively collaborate with the Centre for Family Violence Research to help identify appropriate methods for ongoing evaluation. Youth will be involved in developing workshops and regional sessions. The Collective will use the Atlantic Region of Status of Women Canada evaluation form, as well as its own methods to determine the success of the initiative.

[Les vagues déferlent... au-delà de nos écoles secondaires... au-delà de nos frontières provinciales]

Cette initiative favorisera une approche concertée auprès des jeunes, des parents, des écoles et des ministères de l'Éducation et de la Justice du Nouveau-Brunswick afin de veiller à ce que des politiques et des protocoles provinciaux adéquats sur la violence dans les fréquentations soient mis en place dans les écoles (francophones et anglophones) du N.-B. En élaborant une stratégie à l'échelle de la province, le collectif fera connaître le concept de la prévention de la violence dans les fréquentations pour les adolescentes et adolescents du N.-B. Les membres du collectif travailleront activement à la relance de *Vague par vague* en renforçant le partenariat entre les deux communautés linguistiques ainsi que le plan stratégique à l'échelle de la province. Le collectif examinera la possibilité de reproduire le concept à l'extérieur de la province en établissant des liens avec des partenaires clés d'autres provinces. Les membres de l'équipe *Vague par vague* ainsi que le groupe consultatif des étudiantes et étudiants collaboreront activement avec le Centre de recherche sur la violence familiale afin de trouver des méthodes pertinentes d'évaluation continue. Les jeunes participeront à la conception d'ateliers et de séances régionales. Le collectif utilisera le formulaire d'évaluation de la région de l'Atlantique de Condition féminine Canada ainsi que ses propres méthodes pour déterminer le succès de l'initiative.

NEW BRUNSWICK COALITION OF TRANSITION HOUSES

Uniting for Change – The Next Step

\$50,000

The overall goal of the initiative is to develop a comprehensive approach that will promote the inclusion of women who have experienced abuse in the decision-making process. The Coalition will address policies within the government that could be changed to improve the lives of abused women and their children – (i.e., the economic unit/household income policy, where women leaving transition houses are prevented from sharing accommodation), as well as to seek to ensure a higher level of available housing and support services for women leaving transition houses. The Collective will help strengthen the knowledge and abilities of its Client Advisory Committee, bring together transition house staff across the province (anglophone and francophone), partner with official representatives of the New Brunswick government and link with other groups in Canada. The group hopes to involve these partners in ongoing discussions and meetings, to ensure a collective voice working toward the development of recommendations. With numerous indicators already in place and by using evaluation tools already developed (by Status of Women Canada Atlantic Region), the group will be able to measure the success of each objective.

[S'unir pour favoriser le changement – prochaine étape]

L'objectif global de l'initiative est de définir une approche polyvalente qui favorisera la participation de femmes victimes de violence au processus décisionnel. La Coalition examinera les politiques du gouvernement susceptibles d'être modifiées afin d'améliorer la vie des femmes victimes de violence et de leurs enfants (c.-à-d. l'unité économique ou la politique sur le revenu du ménage, l'impossibilité pour les femmes qui quittent les maisons de transition de partager des logements), et tentera d'obtenir un plus grand nombre de logements et de services de soutien pour les femmes qui quittent les maisons de transition. Le collectif contribuera à l'amélioration des connaissances et des capacités de son comité consultatif de clientes et de clients en réunissant le personnel des maisons de transition de la province (anglophones et francophones) et des représentantes et représentants officiels du gouvernement du Nouveau-Brunswick, et en établissant des liens avec d'autres groupes au Canada. Le groupe espère faire participer ces partenaires à des discussions et à des rencontres régulières afin de présenter une voix collective pour la formulation de recommandations. En utilisant les nombreux indicateurs déjà en place ainsi que les outils d'évaluation déjà élaborés (par la région de l'Atlantique de Condition féminine Canada), le groupe sera en mesure d'évaluer l'atteinte de chaque objectif.

NEWFOUNDLAND AND LABRADOR / TERRE-NEUVE ET LABRADOR

BAY ST. GEORGE STATUS OF WOMEN COUNCIL

"Taking Our Places – Phase 2"

\$44,212

Taking Our Places 2 will enable women to take their place in community economic development. The Bay St. George Status of Women Council will focus on improving the links and networks previously established, and will increase its representation on various boards and committees, ensuring that women's issues and realities are kept on the agenda. The Council will work with the local Regional Economic Development Board, to ensure a concentrated effort to implement a gender analysis in all of its work. The Council will also work with women in the oil exploration area to form an active women's group that will look at the social and economic implications of oil exploration and development in the Bay St. George area.

This work will be carried out through regular meetings, the dissemination of information, organizing and implementing sessions on incorporating gender-based analysis, and providing input and recommendations to social policy and education, as they relate to socio-economic development. At least two information sessions and Web page information will be available in both official languages, to accommodate the francophone population of the area.

In addition to quantitative evaluation, the initiative will be evaluated qualitatively through the following:

- (a) the response of committees to incorporating and including women on their agendas;
- (b) communication plans targeted at women;
- (c) women reporting that zone boards are becoming more accessible; and
- (d) the extent to which issues specific to women are reflected on board agendas.

[Prendre la place qui nous revient — Phase 2]

L'initiative Taking Our Places 2 permettra aux femmes de prendre la place qui leur revient dans le développement économique de leur collectivité. Le Bay St. George Status of Women Council s'attachera à améliorer les liens et les réseaux établis antérieurement et augmentera sa représentation au sein de divers conseils et comités afin de s'assurer que les enjeux et les réalités des femmes continuent de figurer à l'ordre du jour. Le groupe travaillera avec le conseil de développement économique régional de la localité afin de s'assurer d'un effort concerté pour la mise en oeuvre d'une analyse non sexiste dans le cadre de toutes ses activités. Il aidera aussi les femmes du secteur de l'exploration pétrolière à créer un groupe de femmes actif qui se penchera sur les répercussions sociales et économiques de l'exploration et de la prospection pétrolières dans la région de Bay St. George.

Ces activités s'effectueront au moyen de réunions régulières, de la diffusion d'information, de l'organisation et de la tenue de séances intégrant des analyses non sexistes et fournissant des commentaires et des recommandations en matière de politique sociale et d'éducation ayant trait au développement socio-économique. Au moins deux séances d'information et les renseignements figurant sur la page Web seront offerts dans les deux langues officielles afin de répondre aux besoins de la population francophone de la région.

En plus de l'évaluation quantitative, l'initiative fera l'objet d'une évaluation qualitative fondée sur ce qui suit :

- (e) la réaction des comités lorsqu'on leur demande d'intégrer et d'inclure des femmes dans leurs programmes;
- (f) des plans de communication axés sur les femmes;
- (g) des femmes déclarant que les conseils de zone deviennent plus accessibles;
- (h) la mesure dans laquelle les questions qui concernent les femmes se retrouvent dans les programmes des conseils.

ONTARIO

ONTARIO WOMEN'S NETWORK ON CHILD CUSTODY AND ACCESS

Ontario Women Participating in Family Law Reform

\$140,490

The Ontario Women's Network on Child Custody and Access (OWNCCA) will facilitate Ontario women's participation in family law reform, and will develop a consistent, coordinated response to child custody and access issues.

The effect of family law issues on women depends on their immigration status, race, ethnicity, sexual identity, (dis)ability, geographic location and income. Therefore, OWNCCA will make a particular effort to involve rural and Aboriginal women, immigrant women and women of colour, francophone women, lesbians, women with disabilities, and low-income women.

OWNCCA will consult and mobilize women at the grassroots level, developing diverse local networks across the province so that:

- decision makers will receive information on the impact of proposed changes on women's equality rights;
- decision makers will have a chance to meet with women from local networks; and
- the public, particularly in rural areas and other marginalized communities, will have access to information that explores the complex issues involved and that reflects the experience of diverse women and children.

Evaluation at all stages of the initiative will ensure inclusiveness, accountability, and quality of planning and implementation.

[Des Ontariennes participant à la réforme du droit de la famille]

Le Ontario Women's Network on Child Custody and Access (OWNCCA) facilitera la participation d'Ontariennes à la réforme du droit de la famille et préparera une réponse cohérente et concertée aux questions de garde d'enfants et de droit d'accès.

Les répercussions des questions de droit de la famille sur les femmes dépendent de leur statut d'immigrante, de leur origine ethnique, de leur identité sexuelle, de leur (in)capacité, de leur emplacement géographique et de leur revenu. Par conséquent, l'OWNCCA cherchera tout particulièrement la participation de femmes des régions rurales et de femmes autochtones, d'immigrantes et de femmes de couleur, de femmes francophones, de lesbiennes, de femmes handicapées et de femmes à faible revenu.

L'OWNCCA consultera et mobilisera des femmes de la base et établira des réseaux locaux diversifiés dans toute la province afin que :

- les décisionnaires reçoivent de l'information sur l'incidence des changements proposés sur les droits à l'égalité des femmes;
- les décisionnaires aient la chance de rencontrer des femmes de réseaux locaux;
- le public, particulièrement dans les régions rurales et d'autres collectivités marginalisées, ait accès à de l'information qui examine les enjeux complexes en cause et qui tient compte des expériences de femmes et d'enfants d'origines diverses.

L'évaluation à toutes les étapes de l'initiative en garantira le caractère inclusif, la responsabilisation et une planification et une mise en oeuvre de qualité.

TORONTO COALITION FOR BETTER CHILD CARE

Child Care - Women of Toronto Can't Work Without It!

\$53,000

The Toronto Coalition for Better Child Care will undertake an initiative to enhance the stability and quality of child care in Toronto which is critical to women's participation in the labour force. To this end, the Coalition will work with the City of Toronto and the Toronto/French/Separate District School Boards to ensure that policy, program and budget changes do not adversely affect the access of childcare for working women. As well, the Coalition will develop and distribute to various communities an organizing kit and will work with diversified women and community groups to effectively shape the implementation of the 5-year City of Toronto Service Plan to ensure equitable access to quality and affordable childcare. The Coalition will also work closely with politicians, government officials, and the media to bring the issue of access to quality childcare and its interconnectedness to women's economic security to the forefront of public discussion and policy decision-making to garnish a broad-base support from the community. Evaluation and success indicators of the initiative will be measured in terms of: maintenance of the current number child care spaces, creation of new child care spaces, increased number of working women on school councils, child care policies responsive to the needs of women in the labour force, education, or training.

[Les services de garde d'enfants : les Torontoises ne peuvent travailler sans eux]

Ce projet permettra d'améliorer la stabilité et la qualité des services de garde d'enfants à Toronto. La plupart des femmes doivent pouvoir compter sur ces services afin de participer au marché du travail. La Toronto Coalition for Better Child Care travaillera en collaboration avec la ville de Toronto et les conseils scolaires des écoles françaises et séparées de Toronto pour voir à ce que des modifications aux politiques, programmes et budgets ne limitent pas l'accès des femmes qui travaillent aux services de garde d'enfants.

En outre, la Coalition préparera et distribuera une trousse d'organisation à diverses communautés, et travaillera avec des groupes de femmes et des groupes communautaires afin d'influer sur la mise en oeuvre du plan quinquennal de services de la ville de Toronto. L'objectif visé est d'assurer un accès équitable à des services de garde d'enfants de bonne qualité et abordables. En travaillant avec des femmes et des hommes politiques, des responsables gouvernementaux et les médias, la Coalition amènera la question de l'accès à des services de garde d'enfants de bonne qualité, particulièrement le rôle que ceux-ci jouent dans la sécurité économique des femmes, à l'avant-scène du débat public et de l'élaboration des politiques. La Coalition espère obtenir un vaste appui de la part de la collectivité.

Le succès de l'initiative sera mesuré en fonction du nombre de places actuelles qui seront maintenues, de la création de nouvelles places, d'une augmentation du nombre de femmes sur le marché du travail au sein des conseils scolaires, et de l'élaboration de politiques en matière de garde d'enfants qui répondent aux besoins des femmes sur le marché du travail, aux études ou en formation.

QUEBEC / QUÉBEC

ASSOCIATION DES AIDES FAMILIALES DU QUÉBEC

Un mémoire en prévision des changements aux lois du travail

14 862 \$

La présente initiative vise à faire connaître les revendications liées aux conditions de travail des aides familiales et à faire changer la *Loi sur les normes du travail*, en vue d'améliorer leur condition sociale et leur situation économique par une plus grande protection législative. Les différentes actions liées à cette initiative permettront la production d'un mémoire regroupant les revendications spécifiques de l'AAFQ en ce qui concerne les changements à apporter à cette loi. Le mémoire servira aussi à outiller les aides familiales et les personnes sensibles à leur situation. Les aides familiales et d'autres organismes liés à la condition des aides familiales seront interpellés au moyen de quatre rencontres de consultation, en parallèle à une collecte de renseignements faite au moyen de la revue de la littérature et de recherches de jurisprudence concernant les aspects légaux des revendications. Des rapports d'évaluation sont prévus à la fin de chaque action.

[A brief in anticipation of changes to the labour laws]

The purpose of this initiative is to make known demands with respect to the working conditions of family workers, and to bring about changes to the *Act respecting Labour Standards* that improve the social and economic situation of these workers through greater legislative protection. The various actions under this initiative will result in the submission of a brief describing the specific demands of the AAFQ for change in this legislation. The brief will also serve as a tool for family workers and other concerned persons. Family workers and other agencies associated with the status of family workers will be asked for input at four consultation meetings. Information will also be collected through a literature review and case law research on the legal aspects of the claims. Evaluation reports will be produced at the end of each action.

CENTRE DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES IMMIGRANTS

Projet de suivi du séminaire : Le statut précaire des femmes immigrantes dépendantes et leur vulnérabilité à la violence : les impacts sur leur santé

25 740 \$

La présente initiative consiste à articuler et à mettre en action le bilan, les conclusions et les recommandations qui ressortiront du séminaire intitulé « Le statut précaire des femmes immigrantes dépendantes et leur vulnérabilité à la violence : les impacts sur leur santé » qui aura lieu le 21 mars 2002. Le groupe agira selon les axes suivants : Rédaction des conclusions du séminaire; Tenue de quatre ateliers d'une demi-journée avec les intervenants sociaux, les intervenants en sécurité publique, les chercheuses et les chercheurs universitaires ainsi que les personnes clés parmi les planificatrices et les planificateurs de programmes et les décisionnaires des deux niveaux de gouvernement. L'objectif spécifique vise à les sensibiliser à cette problématique et à les inciter à tenir compte de cette clientèle dans leurs orientations ou dans leurs programmes; Rédaction de rapports de suivis et de rapports d'analyse des recommandations et/ou des obstacles auprès des quatre groupes ciblés. Le groupe s'est doté d'un plan d'évaluation pertinent.

[Seminar follow-up activity: The precarious status of dependent female immigrants and their vulnerability to violence: Impacts on their health]

The purpose of this initiative is to articulate and implement the report, conclusions and recommendations coming out of the seminar, “The precarious status of dependent female immigrants and their vulnerability to violence: Impacts on their health”, that will be held on March 21, 2002. The group will carry out the following activities: preparation of the conclusions of the seminar; four half-day workshops with social workers, public safety workers, university researchers and key individuals among program planners and decision-makers at the two levels of government. The specific objectives are to make them aware of this problem and urge them to take this clientele into consideration in their policies and programs; and to prepare follow-up reports and analyses of the recommendations and/or obstacles among the four target groups. The group has a relevant evaluation plan.

FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC

Les suites de la Marche mondiale des femmes : pauvreté, violence et mondialisation

100 000 \$

L’initiative a deux axes principaux. Le premier vise à finaliser le bilan de la Marche et du Forum du Sommet des Amériques ainsi qu’à adopter un plan pour relancer et poursuivre les actions (promotion, sensibilisation, mobilisation, mémoires, sollicitations) pour faire adopter les revendications qui sont ressorties de la Marche, comme par exemple l’adoption d’une loi qui trace les orientations globales en matière de lutte contre la pauvreté, au Québec, la sensibilisation des femmes et le débat, entre elles, de sujets comme l’assurance parentale et la prévention de la violence. Le deuxième vise à adopter une plate-forme politique — qui touchera un vaste éventail d’enjeux politiques, économiques et sociaux — pour orienter l’action future de la Fédération. La démarche sera faite à partir du bilan de la Marche mondiale des femmes, de l’expertise acquise en matière de mondialisation et d’une vaste consultation provinciale menée auprès des membres de la Fédération, de ses partenaires ainsi que de certains groupes cibles tels que les jeunes, les communautés culturelles, les femmes dans l’Église, les minorités visibles, les anglophones, les Autochtones et les lesbiennes. Les activités liées à la consultation prévoient la rédaction de textes de réflexion, la conception et la rédaction d’un guide de consultation ainsi qu’une tournée dans 16 régions du Québec. La plate-forme politique sera adoptée en assemblée générale spéciale et servira à l’élaboration des stratégies d’actions prioritaires de la Fédération pour les prochaines années. Le plan d’action comporte des indicateurs et des mécanismes d’évaluation permettant de mesurer l’atteinte des objectifs.

[Follow-up on the World March of Women: Poverty, violence and globalization]

There are two key components to the initiative. The first is to finalize the report of the World March of Women and the Summit of the Americas Forum and to adopt a plan to revitalize and pursue measures (promotion, awareness, mobilization, briefs, lobbying) to ensure that the demands that came out of the March are met, such as the adoption of legislation in Quebec that tracks global anti-poverty policies, raising awareness among women and encouraging debate by women on various topics including parental insurance and prevention of violence. The second objective is to adopt a policy platform, covering a wide range of political, economic and social issues, to direct future action by the Fédération. This initiative will build on the report of the World March of Women, existing expertise on globalization, and broad provincial consultation with members of the Fédération, its partners and certain target groups including youth, cultural communities, women in the Church, visible minorities, Anglophones, Aboriginal peoples and lesbians. Consultation activities will include the preparation of discussion papers, the design and preparation of a consultation guide and visits to the 16 regions of Quebec. The policy platform will be adopted at a special general meeting and will be used to help prioritize the Fédération’s action strategies over the next few years. The action plan contains indicators and evaluation mechanisms to assess the achievement of our objectives.

FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC INCORPORÉ (F.A.Q.)

Réalisation d'un mémoire portant sur la pratique des sages-femmes autochtones du Québec

5 000 \$

La présente initiative vise à permettre à la F.A.Q. de dresser le profil actuel de la situation des sages-femmes autochtones du Québec et de cerner les enjeux qui découlent de la légalisation de la pratique dans le cadre de la *Loi sur les sages-femmes du Québec*. Elle vise également à susciter la réflexion critique sur les besoins et priorités des sages-femmes autochtones. Les informatrices et les informateurs élaboreront les recommandations et suggéreront les pistes d'actions à entreprendre. Une chercheuse fera la collecte des données, la revue des analyses critiques existantes et validera les réflexions issues des consultations afin d'assurer la représentativité des propos que contiendra le mémoire qu'elle doit rédiger. La coordonnatrice sera responsable de l'ensemble du projet en assurant la supervision de la production du mémoire incluant la traduction, la vérification, l'impression et la diffusion.

[Preparation of a brief on the practices of Aboriginal midwives in Quebec]

The purpose of this initiative is to enable the FAQ to prepare a current profile on the status of Aboriginal midwives in Quebec and to identify the issues arising from the legalization of the practice under the Quebec *Midwives Act*. It is also intended to stimulate discussion of the needs and priorities of Aboriginal midwives. Informed participants will develop recommendations and suggest action to be taken. A female researcher will collect the data, review existing critical analyses and verify the issues arising from the consultations in order to ensure the representativeness of the proposals contained in the brief that she will prepare. The coordinator will be responsible for the entire project and will oversee production of the brief, including translation, verification, printing and dissemination.

TOTAL :

\$1,650,212